

INVESTISSEMENTS DIFFÉRENCIÉS DE L'ESPACE RÉSIDENTIEL ET RAPPORTS DE COHABITATION À GREENWICH ET À CONFLUENCE

Dans les différents quartiers étudiés, les politiques visant à établir une « mixité sociale » représentent un axe fort des programmes d'aménagement mis en œuvre. Elles relèvent de l'ambition de lutter contre une spécialisation sociale croissante des territoires (Epstein et Kirszbaum, 2003). Ces politiques s'appuient sur une diversification de l'offre de logements et des statuts d'occupation (*mixed tenure* en Angleterre). Cette méthode est courante pour élargir le spectre potentiel des catégories d'habitants (Lelévrier, 2006; Bailey et Manzi, 2008). Employée dans un contexte de forte attractivité résidentielle, comme dans les cas de Greenwich et de Confluence, nous avons vu qu'elle entraînait une polarisation sociale importante du profil des ménages, avec un effet d'« angle mort » autour des catégories « moyennes » ou « intermédiaires ». Ces dernières n'entrent pas dans les critères d'éligibilité pour accéder au logement social, et ont rarement les ressources suffisantes pour acquérir un bien immobilier ou simplement louer sur le marché libre, où les niveaux de prix sont particulièrement élevés. Nous ne nous intéresserons pas ici au cas du Village 2 en raison de l'inachèvement du programme de mixité sociale construit, comme sur les deux autres terrains, par une diversification du statut des logements. Les rapports de cohabitations ont quant à eux fait l'objet d'une analyse dans le chapitre quatre.

Greenwich et Confluence ont en commun de faire coexister des habitants aux profils socioéconomiques très éloignés dans un environnement « haut de gamme ». Ce rapprochement inédit de classes sociales pose deux types de questions que nous explorerons dans ce chapitre. Si la proximité spatiale n'annule pas les distances sociales (Chamborédon et Lemaire, 1970), on peut émettre l'hypothèse d'une recomposition des mécanismes de distinction et d'exclusion, renvoyant à « *l'agrégation spontanée des individus et des effets de la ségrégation, c'est-à-dire d'une mise à l'écart plus ou moins volontaire de certains groupes* » (Epstein et Kirszbaum, 2003). Après avoir rappelé les modalités de répartition des types de logements (section 1), nous documenterons empiriquement la manière dont les habitants gèrent la diversité à laquelle ils sont confrontés dans leur quotidien, du côté des ménages aisés (section 2), comme des habitants du social (section 3), en cherchant à rendre compte de formes de distinction qui « *même dans une situation de forte proximité, permet, par un dosage savant, de se « mêler sans se confondre* » » (Tissot, 2011, p.107). Nous nous intéresserons en outre aux modes de socialisation différenciés qui créent des clivages y

compris au sein de groupes sociaux a priori homogènes (section 4). Un deuxième questionnaire qui traverse ce chapitre porte sur les effets sociaux des choix d'aménagement. Comme l'écrit Edward W. Soja (2014), « *l'espace n'est plus considéré comme un simple réceptacle, comme la scène sur laquelle l'activité des hommes se déploierait, voire comme une simple dimension physique, mais comme une force active qui façonne notre expérience de la vie* ». En reflétant la nature des rapports de pouvoir et de domination qui traversent la société, l'espace induit des effets de violence symbolique potentiellement forts (Bourdieu, 1993) qui tendent à pénaliser les catégories d'habitants socialement, économiquement ou culturellement en décalage par rapport à la nature des aménités urbaines qui composent leur quotidien. À travers ces deux éléments de réflexion, nous nous intéresserons en un mot à la « *production des rapports au territoire et à l'altérité* » (Launay, 2014).

1. Répartir le logement social : l'approche « Pepper-potting »

Au Millennium Village, la politique de mixité sociale s'impose aux promoteurs comme aux autorités locales en vertu d'une règle nationale : la Section 106 du *Town and Country Planning Act* (Code de l'urbanisme anglais) datant de 1900. Celui-ci stipule que les projets dépassant un certain nombre de logements en destinent une partie au logement social. Le taux est toutefois variable selon la localisation et les enjeux en termes de logement. Surtout, les promoteurs détiennent une capacité de négociation en fonction des contraintes qui leur sont imposées par la puissance publique, afin de garantir à leurs opérations une certaine marge de rentabilité. Dans le cadre du Millennium Village, cette marge de négociation s'adosse aux surcoûts générés par l'accroissement des standards de construction et leur caractère expérimental. Ainsi, alors que le taux de logements sociaux aurait dû approcher les 50% selon l'un des bailleurs, il se limite en réalité à 25%²⁸⁸. La mise en œuvre de cette politique suit toutefois un modèle original pour l'époque, appelé « *pepper-potting* »²⁸⁹, entendu comme un

²⁸⁸ En 2004, c'est-à-dire à une date plus récente que la construction du Millennium Village, le *London Plan*, définissant les orientations stratégiques pour le développement de la métropole londonienne, entérine cet objectif de 50% de logements « abordables » (60% social, 40% intermédiaires) pour chaque *borough* afin de lutter contre les phénomènes d'exclusions économique et sociale. En réalité, cet objectif peine à être atteint car, dans les faits, chaque *borough* définit son propre objectif en fonction du parc existant, des besoins identifiés et des capacités locales. La plupart d'entre eux l'ont réduit à 35 % (50 % social, 50 % intermédiaire) (Launay, 2010).

²⁸⁹ Le terme « pepper-potting » fait référence au fait de saupoudrer de petites quantités de poivre sur un plat de façon fine et homogène. Un bailleur social ajoutait l'idée de hasard : « *it's like throwing the keys up in the air, right? And when they land, the people stay you know, in other words, we would put that person there, other*

« saupoudrage » du logement social au sein de chaque copropriété plutôt que sa concentration dans des secteurs ou des bâtiments dédiés. Ce saupoudrage peut être expliqué comme une volonté d'échapper aux risques de stigmatisation dont fait couramment l'objet le logement social afin de permettre sa pleine intégration dans la communauté du quartier, qu'il ne soit en définitive pas « visible » et ne se distingue pas des autres catégories de logements.

À Lyon-Confluence, l'objectif de mixité sociale est inscrit au sein du PLH (Programme Local de l'Habitat) qui définit les orientations des politiques publiques en matière de logement au niveau local. Ce dispositif s'inscrit dans la droite lignée de la loi d'orientation pour la ville (LOV) de 1991 et de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (loi SRU) de 2000 qui ont peu à peu renforcé ses prérogatives en entendant lutter contre les phénomènes d'exclusion et de ségrégation socio-spatiale. Il établit, pour chaque commune et chaque quartier, des indices de peuplement fondés sur les niveaux sociaux de la population et des objectifs différenciés à atteindre en matière de peuplement, en vue de minimiser les écarts entre les territoires. Comme à Greenwich, l'approche qui a été privilégiée à Confluence a consisté à promouvoir une mixité sociale à un niveau micro-local, jusqu'au sein de chaque montée d'escalier.

Ilot B – Le Novavita		
292 logements :	Grand Lyon Habitat (bailleur) : 32 logements (28 PLUS, 4 PLAI)	
- 226 libres	Réservataires	Caractéristiques des ménages
- 37 sociaux	- Préfecture : 8 logements	• 5 mutations des arrondissements de Lyon
- 27 accession sociale	- Fonctionnaires État : 2 logements	• 75% des personnes en CDI
	- Communauté urbaine : 2 logements	• 35% de familles avec enfants
	- Grand Lyon Habitat : 3 logements	• 27% familles monoparentales
	- Collecteurs 1% : 10 logements	• 22% personnes seules

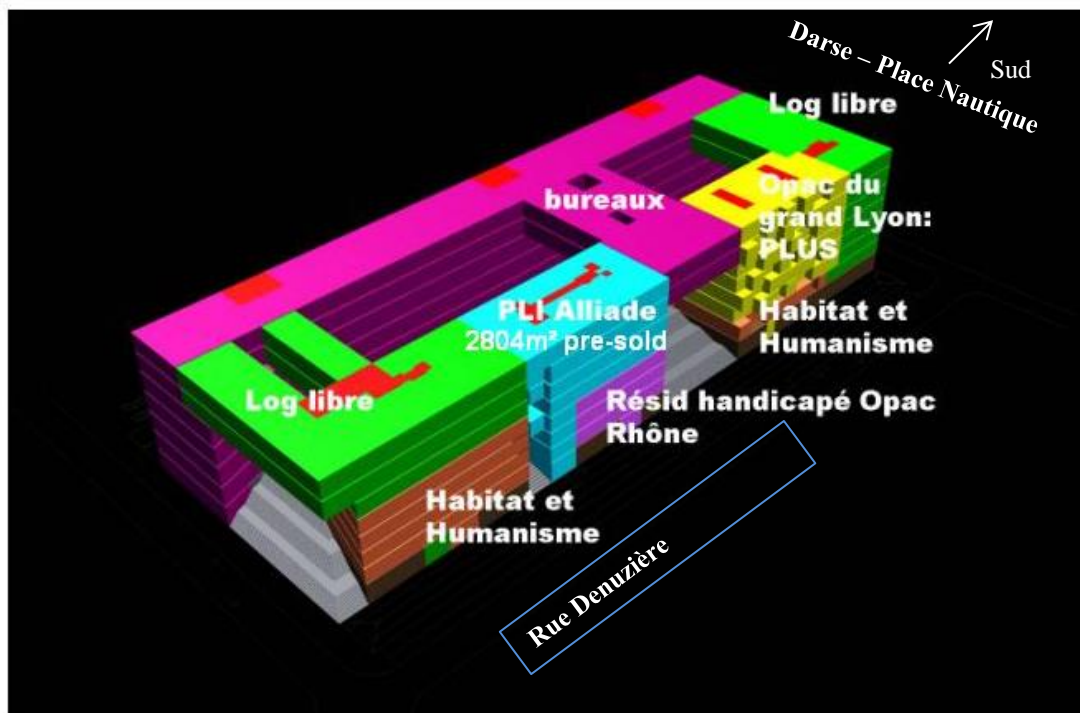
Exemple de répartition des logements sociaux à Confluence au cœur de l'îlot B « Le Novavita ». Source : Grand Lyon Habitat, Dossier de Presse, 28 mai 2010.

person there, other person there, other person there, there is a bit of a plan but the idea is that the community is mixed very close... ». (« C'est comme jeter les clés en l'air : là où elles retombent, les gens s'installent. On mettrait cette personne ici, cette autre là, etc. C'est dans une certaine mesure planifié, mais l'idée est d'avoir une communauté mélangée de manière aussi fine que possible. »)

Dans les faits et au-delà de cette volonté de « brassage social », on observe dans les deux cas des secteurs d'où est exclu le logement social, correspondant aux secteurs les plus attractifs et disposant des meilleures perspectives, avec par conséquent un effet de regroupement du logement social dans les secteurs moins valorisés, que ce soit dans les rues les moins ensoleillées ou les étages les moins élevés, comme l'illustre la figure ci-dessous indiquant la répartition des différents types de logements pour le « Monolithe », l'un des bâtiments de Confluence (îlot C)²⁹⁰. Ce schéma de répartition met en scène une forme de gradation, une « échelle symbolique » (Eleb et Violeau, 2008, p.98), dans l'accès aux parties de l'immeuble les plus convoitées, selon le statut social des occupants. Ainsi, les logements « libres », correspondant au marché privé, sont situés à la fois dans les étages élevés – avec terrasses en toiture pour les appartements (privés) de dernier étage – et sur les versants du bâtiment offrant les vues les plus dégagées. La façade sud, la plus « prestigieuse » dans la mesure où elle bénéficie de la meilleure orientation (sud) et d'une vue sur la place nautique, est entièrement dédiée à l'accession à la propriété, avec des niveaux de prix reflétant la position dans l'immeuble (les étages élevés sont les plus chers). À l'inverse, les logements destinés aux plus précaires du parc social (résidence handicapés, foyer Habitat et Humanisme) sont localisés en pied d'immeuble, dans une zone comportant un vis-à-vis important avec les bâtiments adjacents. Une position médiane est occupée précisément par les catégories intermédiaires du logement social (PLUS, PLI). Au sein du Monolithe, on les trouve soit dans une rue peu ensoleillée mais en étages élevés, soit à proximité plus immédiate de la place nautique, bénéficiant ainsi d'une vue agréable. Le véritable « saupoudrage » du logement social, par montées d'escalier et par étage, concerne en réalité davantage les catégories intermédiaires de logements, ceux qui s'adressent à des habitants dont les niveaux de ressources avoisinent ceux des classes moyennes-supérieures, même s'ils se retrouvent encore une fois davantage en cœur d'îlot et jamais sur le prestigieux quai Antoine Riboud qui borde la darse. L'une des raisons avancées par les aménageurs est celle d'une préférence des bailleurs pour le regroupement, pour des questions de facilité de gestion de leur parc de logement.

²⁹⁰ Le Monolithe comporte 152 logements répartis de la façon suivante : 80 logements sociaux, 28 logements intermédiaires, 44 en accession libre. Il héberge également 14 300m² de bureaux ainsi que des commerces en rez-de-chaussée. Source : Grand Lyon Habitat, Dossier de Presse, 28 mai 2010.

3. STRUCTURE & PROGRAM



January 2006

ING REAL ESTATE DEVELOPMENT PARIS
Lyon Confluence

ING
REAL ESTATE

Exemple de répartition des logements sociaux à Confluence sur le bâtiment « le Monolithe » (îlot C). Source, ING Real Estate Development, janvier 2006.

2. L'expérience de la distance sociale

2.1. Le rejet de la proximité spatiale du logement social

Sans être une position majoritaire, certains habitants se montrent fermement opposés à l'accueil de logements sociaux dans ce qu'ils considèrent comme leur espace de vie. À Confluence, M. Gauthier se disait préoccupé par les problèmes de sécurité qui pouvaient, à terme, se manifester. Au-delà, on perçoit surtout un malaise suscité par une cohabitation inhabituelle. Pour cet ancien entrepreneur lyonnais, à la fois âgé et familier des « beaux quartiers », ce principe de « mixité » n'avait en effet rien d'évident.

Je trouve que c'est un peu trop mélangé... mais ça... C'est l'ambiance actuelle... on veut tout mélanger... Non, on n'était pas au courant de ça... hein, dans un immeuble de standing en principe, c'est... hein, alors... on vend un petit peu des choses qui ne sont pas vraies... en le disant tout en le disant pas...

LM: Mais en le disant quand même à demi-mot ?

En le disant même à 1/10^{ème} de mot...

LM: C'est-à-dire, ça vous a été présenté comment ?

Comme ça dans une phrase... incidemment on glisse ça en disant « un mélange » mais voilà...

LM: Et est-ce qu'il y a du logement social dans cet immeuble ?

Euh certainement oui, je crois... il doit y en avoir... *M. Gauthier*

Comme le montre cet extrait, on se trouve avant tout confronté à une position de principe hostile au mélange des classes sociales alors même que l'expérience de la diversité n'apparaît pas flagrante. L'habitant en question ne saurait certifier la présence de logements sociaux dans son immeuble, ce qui n'est d'ailleurs nullement le cas, car il occupe l'un des appartements et des bâtiments les plus côtés de son îlot. Cette position peut être lue comme l'attachement à un entre-soi mondain, proche d'un racisme de classe, d'une « *classe consciente d'elle-même et attentive à défendre solidairement ses conditions de vie* » (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2010, p.11-12). La confrontation avec une certaine diversité sociale, qui se donne davantage à voir dans l'espace public que dans l'enceinte résidentielle, relève ici de la surprise. Témoignage qui n'est pas isolé :

Je vais vous dire : quand on a acheté l'appartement, on nous en a pas parlé hein ! Je ne le savais pas du tout, mais bon... Je respecte tout le monde donc... Pour moi c'est pas un problème, non... *Mme Moulin*

Comme l'indique Jérôme Boissonade (2011) à propos de l'écoquartier dunkerquois « Grand Large », les « contraintes » quotidiennes liées à un modèle de la durabilité ne sont ni publicisées ni relayées par les promoteurs ou les bailleurs qui entendent garantir leurs chances de commercialisation. Il manque ainsi un maillon essentiel dans la transmission des enjeux et des valeurs portés par les pouvoirs publics dans de telles opérations.

Au Millennium Village, les raisons du rejet du logement social s'adossent à un autre registre de justification. Alors que le principe de mixité peut être lu comme un moyen de favoriser l'accès de populations défavorisées à des espaces privilégiés au nom d'une « équité sociale », M. Flynn prend à rebours cette argumentation pour en dénoncer le caractère inégalitaire, sur une base non plus sociale mais économique :

I think it's a bit rude when you pay an absolute fortune for something like this and somebody else gets it for nothing... I think they're very very privileged to be actually living in a place like this.²⁹¹ *M. Flynn*

²⁹¹ « Je trouve que c'est un peu raide quand vous avez payé une fortune absolue pour un endroit comme celui-ci et que quelqu'un d'autre l'obtient pour quasiment rien... Je pense qu'ils sont vraiment très privilégiés de se trouver là où ils sont. »

Nous avons rencontré ce positionnement sur la base d'un argumentaire de type financier à plusieurs reprises en Angleterre, et non à Confluence. On peut émettre à ce sujet l'hypothèse d'une plus grande familiarité, en France, avec des politiques redistributives qui se trouveraient, alors, moins mises en cause. Le principe de mixité sociale induit pour ces habitants une d'un ordre social dans lequel la hiérarchisation de l'accès aux ressources urbaines est fondée sur l'argent. Boltanski et Thévenot (1991) écrivent à propos du « monde marchand » que « l'harmonie de l'ordre naturel tient à la façon dont les biens trouvent leurs prix sur un marché qui détermine la distribution des états de grandeur » (p.251). Ainsi, la « grandeur marchande » - au sens d'une visée à une certaine forme de généralité – s'illustre par la richesse et la possession de biens et de services qui définissent la valeur de ceux qui les possèdent :

« La grandeur marchande ne diffère pas tant des grandeurs qui servent d'exemple à la notion de hiérarchie, ordre domestique de l'autorité, ou ordre industriel de la compétence. Les objets marchands enfermant les désirs des autres, leur possession implique une relation hiérarchique au sens habituel du terme. L'état de grand comprend celui de petit dans un rapport de possession. Le prix est la preuve de l'attachement des autres au bien que l'on détient. Tous ne pouvant également satisfaire leurs appétits en accédant aux mêmes biens rares, les plus riches accomplissent les autres en possédant le désir de ceux qui le sont moins et qui restent privés de ces biens » (p.250).

Le non-acquittement de la valeur marchande de ces biens immobiliers par les bénéficiaires des logements sociaux constitue dans cette perspective une transgression des règles du monde marchand qui les prive du même coup de la capacité à les apprécier à leur juste valeur. Au regard de cette hiérarchisation implicite des biens et des personnes, le principe de mixité implique une présence indue de non-possédants dans un espace social valorisé. Leur position sur l'échelle sociale reflète elle-même un « manque de valeur » certain qui représente une menace pour la préservation de cette « harmonie de l'ordre naturel », telle que l'analysent ces auteurs. Comme d'autres personnes interrogées dans ces deux quartiers, M. Flynn estime que les bénéficiaires des logements sociaux ne sont pas respectueux de leur cadre de vie, d'une part car, n'ayant pas eu à supporter les coûts du marché public, ils n'ont pas conscience de sa valeur, d'autre part en raison des problèmes sociaux et relationnels qui caractériseraient cette population.

The only problem with accounts here really is the indication of social housing... We have lots of problems with unsociable families to be honest you know... And I think it's pretty galling

when you pay a lot of money for a property to have people moved in who have no respect for the area...²⁹² *M. Flynn*

La confrontation à la diversité sociale, c'est-à-dire à des populations dont les codes sociaux – au sens des rites d'interaction de Goffman (1974) – ne sont pas nécessairement les mêmes que celles des populations plus aisées, n'est appréhendée qu'à travers le prisme des incivilités, de l'insécurité ou de la dégradation du cadre matériel. Pour M. Flynn, il est clair que « le crime a augmenté » (*crime has gone up*) :

I think this is a fantastic development and it's ruined by... stealing, you know... when I first moved in there was no problem at all and suddenly we have police cars coming in all the time, bikes being stolen... and you know it's all children you know, the parents don't play their role or whatever...²⁹³

(...)

Not very nice people are living here and towards the blocks across the road. For a couple of months they had to have 24 hours security... with 2 people at the main entrances, there all night... We have to pay for that, to keep people that shouldn't be there.²⁹⁴ *M. Flynn*

Il est pourtant difficile de faire la part des choses entre des faits réels et la perception d'un niveau d'insécurité qui reste avant tout subjective. Tous les habitants n'affichent pas les mêmes préoccupations, et la réalité des faits ne semble pas toujours à la hauteur des craintes exprimées.

Q: But we can't mention so many degradations around here anyway...? No, no... you mean graffiti or things like that? We don't suffer with that but... It's very well organized, with people... I think there's been graffiti before but it got rid straight away... Plus as well we've got the CCTV [closed-circuit television] all the way around, they gonna get picked up and I think they know. It's controlled and if you get in trouble you get kicked out...²⁹⁵ *M. Flynn*

²⁹² « Le seul vrai problème que nous ayons à déplorer ici est le taux de logements sociaux... On a beaucoup de problèmes avec des familles associables pour être honnête... Et je pense que c'est vraiment exaspérant quand on paye une grosse somme d'argent pour un bien immobilier d'avoir des personnes placées-là qui n'ont aucun respect pour le quartier. »

²⁹³ « Je pense que c'est un projet fantastique qui est en train d'être ruiné par des problèmes de vol, ce genre de choses. Quand j'ai emménagé, il n'y avait pas de problèmes du tout et tout d'un coup, on se retrouve avec des voitures de police qui patrouille tout le temps, des vélos volés... Et ce ne sont que des gamins dont les parents ne jouent pas leur rôle ! »

²⁹⁴ « Des gens pas très bien vivent ici et du côté des bâtiments de l'autre côté de la route. Il y a deux mois environ, ils ont été obligé de mettre en place des vigiles 24/24h, avec 2 vigiles à l'entrée toute la nuit. Et nous devons payer pour ça, pour avoir des gardiens qui ne devraient pas être là »

²⁹⁵ « **LM: On n'a pourtant pas l'impression qu'il y ait tant de dégradations par ici...** Vous voulez dire des graffitis, ce genre de choses ? On n'a pas ce genre de problèmes mais... c'est parce que c'est très bien organisé, je pense qu'il y en a eu à un moment donné mais que tout est effacé immédiatement... en plus du fait qu'on ait la CCTV [vidéo-surveillance] tout autour, ils se feraient prendre et je pense qu'ils le savent. C'est très surveillé et si tu poses problème, on te fout dehors. »

2.2. L'ouverture à la diversité : une social-friendliness sous conditions

Nous faisons référence par ce titre à l'ouvrage de Sylvie Tissot (2011) *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, consacré à un quartier gentrifié du South End de Boston²⁹⁶. Malgré plusieurs points de convergence dans les attitudes observées, la principale différence entre ses analyses et nos observations réside dans une confrontation à la diversité sociale *subie*, et non pas volontaire comme dans le cas des « entrepreneurs de diversité », installés dans le South End par « goût » pour la diversité sociale.

Distinguer deux profils de gentrificateurs

Dans un article sur les quartiers du Bas-Belville et de Château-Rouge à Paris, Anne Clerval (2011) introduit une distinction éclairante entre deux types de gentrification, aidant à comprendre la spécificité des positionnements. Alors que la gentrification est la plupart du temps étudiée en tant que phénomène à la fois spontané et diffus, l'auteure insiste sur le fait qu'elle découle également d'opérations urbaines de grande ampleur, telles que celles que nous décrivons ici, soulignant par-là le rôle des acteurs collectifs qu'ils soient publics ou privés. À ces deux modes opératoires distincts dans le renouvellement du peuplement urbain correspondent des modalités d'emménagement spécifiques qui orientent le rapport au quartier et à l'altérité sociale. Patrick Simon (1995) oppose deux « profils » de gentrificateurs, permettant de mieux cerner les cas auxquels nous avons affaire. D'un côté les « multiculturels » qui, comme les « bons voisins » de Sylvie Tissot (*op. cit.*) ou les gentrificateurs du quartier de la Mission à San Francisco étudiés par Sonia Lehman-Frisch (2008), valorisent une diversité culturelle et une atmosphère populaire qui ont joué un rôle déterminant dans leurs choix résidentiels. Ces habitants peuvent de cette façon être vus comme des « pionniers » qui ne figurent pas nécessairement parmi les plus aisés mais disposent d'un fort capital scolaire et culturel, et sont le plus souvent situés à la gauche de l'échiquier politique. Dans ce cadre, la valorisation de la diversité s'apparente à un goût socialement déterminé comportant une fonction inconsciente de distinction sociale. À l'inverse, Simon (*op. cit.*) évoque les « transplantés », ces habitants qui n'ont pas choisi la diversité et qui plutôt la subissent, rebutés par le caractère populaire de leur quartier, ayant avant tout fait le choix de conditions optimales de logement, en termes de coût, de localisation ou de surface.

²⁹⁶ Sylvie Tissot évoque ainsi une « gay friendliness » sous conditions à propos de la tolérance que la bourgeoisie progressiste qu'elle étudie témoigne à l'égard d'une mixité selon l'orientation sexuelle, dans un quartier où la présence et la visibilité des gays « blancs et fortunés » est particulièrement assumée, et par ailleurs vantée par cette même bourgeoisie (p.166).

Cette distinction de profils est significative de la différence entre les habitants aisés de Greenwich et de Confluence, et les premières vagues de gentrificateurs du quartier Perrache-Sainte Blandine (voisin de Confluence). Pierre Godard²⁹⁷ en est un exemple probant. Nous l'avons rencontré en qualité de membre du Conseil de Quartier et des opérations de concertation du projet Confluence. Il s'est établi « derrière les voûtes »²⁹⁸ au début des années 1970. Spécialiste de développement économique et territorial, il dirige aujourd'hui un service de la DREAL²⁹⁹, et sera bientôt à la retraite. Jeune marié arrivant à Lyon, ville qu'il ne connaissait pas, il recherchait un logement proche de la gare de façon à ce que sa femme qui travaillait à St-Etienne puisse effectuer les trajets facilement. Les appartements étant à la fois trop onéreux et trop « bourgeois » à leur goût du côté « centre-ville » de la gare, ils optent pour un appartement « tout à refaire » et « pas cher du tout » dans le quartier populaire de Sainte Blandine situé de l'autre côté. Il adopte alors deux facettes caractéristiques du « bon voisin » décrit par Sylvie Tissot (2011, *op. cit.*). Il cultive un goût enthousiaste pour les éléments de culture populaire du quartier puis s'engage activement au Conseil de Quartier afin d'en défendre les spécificités.

On avait une épicerie-comptoir. Moi j'adorais y aller à l'épicerie-comptoir... Donc c'est un endroit où il y avait un petit comptoir, deux, trois tables, les types buvaient le canon, et en même temps, vous pouviez acheter le beurre, le fromage, le lait... Moi je lui achetais le vin en vrac et puis elle avait d'excellents fromages et puis y'avait une ambiance ! C'était tout petit mais c'était l'estanco d'avant quoi ! Pas moderne du tout... *Pierre Godard*

Tout en manifestant un attachement fort au quartier et à son histoire, cet habitant n'en reste pas moins avant tout sensible à ce qu'évoquait Simon (1995, *op. cit.*) en parlant d' « effet-paysage », expression qui exprime un mouvement de fétichisation de la culture populaire et un souci de construction symbolique du lieu de vie, c'est-à-dire une propension à manipuler les codes de la culture populaire sans y adhérer pleinement et tout en les maintenant à distance, ce que reconnaît par ailleurs volontiers Pierre Godard. Le « populaire » constitue un « cadre » vécu comme un exotisme (Lehman-Frisch, *op. cit.*, 2008).

C'est la nostalgie de l'ancien (...) On est des générations ou des métiers qui faisons notre marché culturel, social ou autre sur des espaces beaucoup plus larges que sur des espaces quartier, c'est ça que je veux dire... Et moi, mes grands amis, ils sont pas dans le quartier. Si,

²⁹⁷ Comme pour les autres habitants interrogés, il s'agit d'un pseudonyme.

²⁹⁸ « Derrière les voûtes » est le surnom accordé au quartier en raison de la barrière physique que constitue la gare de Perrache et de ses lignes de chemin de fer construites sur un terre-plein qui l'isolent du reste de la ville et ne sont franchissables qu'au moyen de « voûtes ».

²⁹⁹ DREAL : directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement. Services déconcentrés en région du ministère de l'Ecologie.

j'ai quelques grands copains mais mes amis, ils sont pas là, c'est des gens que j'ai rencontré ailleurs, ils sont soit à Lyon, soit à Paris, soit à l'étranger, mais ils sont pas à Perrache... Alors ça choque un peu, moi j'ai un copain qui par ailleurs est au PC, il me dit « là-dessus, t'es trop dur », je lui dis « il faut que tu remontes le niveau culturel » j'ai employé une mauvaise expression, il me dit : « Mais comment ? La culture populaire... » Je lui dis « oui, mais sauf que cinéma de qualité, école de musique de qualité pour les enfants : on n'a pas... » (...) Parce que la boule [*référence aux clubs boulistes locaux*], ça suffit pas pour moi au niveau culturel... Mais quand on dit ça à quelques-uns, ça passe mal, je pense que c'est un peu vu comme... On les méprise un peu quand on dit ça quoi. Mais c'est vrai que je suis abonné à l'auditorium moi, je suis aussi mélomane. *Pierre Godard*

Cette ouverture à la diversité n'est ainsi pas dénuée d'ambivalences dès lors que le « cadre » empiète de trop sur ses propres codes culturels, ses propres références, ou ne lui permet pas d'assouvir ses propres aspirations. D'un côté, il valorise la dimension populaire dont il évoque avec une certaine nostalgie la disparition progressive ; de l'autre, il milite en faveur d'actions qui précipitent sa transformation, dont l'extrait suivant fournit un exemple probant :

L'idée qu'on a à plusieurs, c'est dans l'ancien marché-gare, qui est assez haut, c'est d'en faire des halles avec dedans un poissonnier, un volailler, un boucher, fruits et légumes en tapant le moyen haut de gamme, bio tout ce que tu veux. Avec les gens qui habitent là, c'est sûr ça marcherait. Moi le premier, j'adore aller acheter une bonne volaille sur le marché au producteur ou aux halles. Un vrai bon poulet au grain, y'a rien de tel quoi... Et là le type il le vendrait cher en plus ! *Pierre Godard*

On trouve alors chez lui un trait caractéristique de ce profil de gentrificateurs qui se mobilise et prend position « au nom » de l'identité du quartier « *tout en dessaisissant les anciens habitants de son élaboration* » (Simon, 1995, *op. cit.*). La mobilisation autour du sort des anciennes prisons du quartier en constitue un exemple emblématique. Deux organisations principales sont impliquées dans la vie locale : le Comité d'Intérêt Local (CIL), et le Conseil de Quartier, auquel appartient Pierre Godard. Elles sont tout autant socialement distinctes que représentatives de ce clivage. Alors que le premier semble davantage représenté par des « anciens » habitants du quartier, d'origine populaire, le second s'inscrit dans le sillage de la loi Vaillant de 2002, instituant les instruments d'une démocratie « de proximité » dans l'optique de développer la participation citoyenne. Le Conseil de Quartier regroupe ainsi une population de « notables », c'est-à-dire non seulement d'habitants issus de catégories socio-culturelles supérieures mais également d'élus ; en bref : « *ceux qui y participent ont un profil homogène à ceux que les canaux de participation traditionnels (partis, réunions politiques, élections...) intéressent déjà* » (Blondiaux, 2008, p.72). Le CIL se désintéresse de la question des prisons et se range du côté de l'État qui opte pour leur démolition en raison de leur vétusté. De son côté, le Conseil de Quartier se mobilise pour la préservation de ce qu'il

considère comme un patrimoine. Il active ses réseaux d'interconnaissance, organise une conférence sur l'histoire des prisons animée par une spécialiste, rencontre les élus chargés de l'urbanisme, les services du patrimoine de la DRAC³⁰⁰, interpelle le Préfet... réalise en somme un patient travail d'« intéressement » au sens de Callon (1986) afin de convertir ce qui apparaît pour certains comme un lieu sordide de détention en un élément d'histoire sociale et architecturale.

Une « bonne volonté sociale »

Dans un contexte de « mixité imposée » (Launay, 2014), et sans rechercher explicitement le contact, les habitants de Greenwich et de Confluence expriment une attitude de principe plutôt tolérante à l'égard de la présence de logements sociaux dans leurs quartiers. Une attitude construite en référence à un modèle de société égalitaire qui peut être rapproché de la « Cité civique » telle que définie par Boltanski et Thévenot (1991). Caractérisée par la convergence des volontés humaines, « *les citoyens renoncent à leur singularité et se détachent de leurs intérêts particuliers pour ne regarder que le bien commun* » (p.138).

Certains habitants invoquent le principe de mixité sociale comme meilleur remède aux antagonismes de classes et de cultures, sources d'incompréhension et de conflits. D'autres expriment le respect des individus quelles que soient leur classe ou leur condition, et un droit naturel d'accès à tous les espaces urbains. Toutes ces justifications convergent vers l'idée d'un « bien commun » régi par une impartialité qui trône au-delà des intérêts particuliers. Pour d'autres encore, cet « égalitarisme » rejoint une dimension plus utilitaire en ce qu'il permet une diminution de la pression sociale ressentie dans les quartiers huppés. C'est notamment le cas pour Mme Anderson, dont le parcours de vie est marqué par une ascension sociale fulgurante, créant chez elle une forme de dissonance cognitive, inconfortable par définition. D'origine vietnamienne, elle provient d'une famille très modeste de pêcheurs qui a immigré en Angleterre à la fin des années 1970. Devenue cadre du secteur bancaire, Mme Anderson en est venue à s'installer dans un quartier du « Vieux Greenwich » qu'elle appréciait pour le cadre de vie alors même que son caractère huppé l'éloignait de ses origines et de ses propres valeurs :

I feel happier here and a lot more content here than living in the old Greenwich **LM: Why?**
Because I'm now not concerned about... the poshness of the postcode, at all... **LM: You were**

³⁰⁰ Direction Régionale des Affaires Culturelles.

concerned about the postcode? Yes... For me... Because I think I'm coming from a poor family and a poor background... I pushed my way up...³⁰¹ *Mme Anderson*

Sociologues de la grande bourgeoisie française, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot ont longuement étudié l'importance de l'impact symbolique du code postal, outil de prestige et de distinction (Pinçon et Pinçon Charlot, 2010), devenant à l'inverse objet de malaise et facteur d'exclusion pour les transfuges de classe ou tous ceux pour qui la distance sociale avec les codes en vigueur devient trop probante (Pinçon et Pinçon-Charlot, 1991 et 2006). La diversité sociale, dans cette perspective, permet de réduire la distance cognitive au contact de plus pauvres que soi, de rétablir en somme une forme de confort moral permettant d'assumer pleinement sa condition de classe en renouant avec les codes et les valeurs de son milieu de socialisation primaire.

It's a good combination because it makes you feel... I guess that it makes you feel a little bit more relax instead of the old Greenwich where everyone is middle and upper class... So in that way I think people are cocooning their own world but here, even if we do have those noisy neighbors, you... have a sense of... a community, we look out for each other and... I think that the same of what my mum always said: Just because you have something today doesn't mean you gonna have it tomorrow. So if you have money and work today could easily go so... I think even families like that make you aware and, I suppose, bring you back to reality...³⁰² *Mme Anderson*

Une grande majorité des habitants des couches supérieures interrogés témoigne d'une ouverture similaire vis-à-vis de leurs voisins bénéficiaires des logements sociaux, sans avoir nécessairement le même type de parcours que Mme Anderson. À l'instar des gentrificateurs du South End, beaucoup d'habitants aisés de ces nouveaux quartiers – pas tous – partagent un « *goût pour la diversité (...) qu'ils opposent explicitement à la recherche d'entre-soi de la bourgeoisie traditionnelle* » (Tissot, 2011, *op. cit.*, p.13). Le rapprochement avec des habitants de conditions sociales plus modeste permet d'atténuer la distance sociale dans sa dimension symbolique. La proximité spatiale, le mélange des classes, protège de l'accusation de snobisme ou d'élitisme, et donne le sentiment de vivre et de se sentir « comme tout le monde », tout en étant en mesure de continuer à jouir des avantages de sa condition sociale.

³⁰¹ « Je me sens bien plus heureuse ici que dans le vieux Greenwich. **LM: Pourquoi cela ?** Parce que je n'ai plus à me préoccuper du tout... du caractère mondain du code postal. **LM: C'était un sujet de préoccupation ?** Oui parce que pour moi... je viens d'une famille pauvre et d'un milieu pauvre, je me suis élevée socialement. »

³⁰² « C'est un bon compromis parce qu'on se sent... je dirais un peu plus relax que dans le Vieux Greenwich où tout le monde est classe moyenne/classe sup'... Je pense qu'ainsi, les gens ont tendance à se complaire dans leur propre monde alors qu'ici, même si c'est sûr qu'on a ces voisins bruyants, on a un certain sens de la communauté, on se préoccupe davantage des autres, et je pense que ça revient à ce que ma mère me disait toujours : ce n'est pas parce qu'on a quelque chose aujourd'hui qu'on l'aura le lendemain. Donc même si on a de l'argent et un travail aujourd'hui, tout ça peut facilement disparaître donc... je pense que même des familles comme celles-là vous font prendre conscience de tout ça et vous ramènent à la réalité. »

Bien que l'installation de ces habitants aisés ne relève pas directement d'une recherche de la diversité sociale dans des quartiers non empreints d'une histoire populaire aussi marquée que le South End de Boston, ces habitants manifestent le même attachement à une expérience distinctive de l'urbanité – se traduisant principalement, à Greenwich et Confluence, par la recherche architecturale et l'environnement paysager – qui les rapproche de cette « bourgeoisie progressiste ». De la même façon, ils affirment une même propension à vivre une aventure singulière qui les mène en dehors des repères habituels de leurs milieux d'origine en ce que ces quartiers représentent une forme de « pari » dont le devenir n'est ni écrit ni certain, à la différence de quartiers plus traditionnellement bourgeois. Ce sont pour la plupart des actifs jeunes, cosmopolites pour nombre d'entre eux, au cœur d'une vie professionnelle pour laquelle ils sont parfois amenés à changer de lieu voire de pays, et qui n'ont pas peur du décentrement.

Si la recherche de la confrontation à la diversité sociale n'est donc pas un choix explicite et formulé comme tel, guidée par des valeurs universelles d'égalité, cette bourgeoisie progressiste fait preuve d'une « bonne volonté sociale » au nom d'un idéal démocratique³⁰³.

Moi je trouve ça sympa parce que ça crée pas un ghetto avec que des gens aisés ou que des popu... gens qui peuvent pas se permettre d'habiter dans des quartiers qui sont jolis, qui du coup seraient plus chers, moi je trouve que c'est agréable aussi... que nos enfants soient en contact avec des gens qui sont pas du même milieu... enfin du même milieu... du même niveau économique et social, voilà, moi je trouve que ça c'est chouette... *Mme Labrière*

On trouve également une réception enthousiaste de la mixité sociale en tant que réponse à la concentration du logement social dans certains quartiers :

I prefer that because I find in an area where you can identify the social housing, you automatically feel very unsafe... so I think you're less likely to discriminate against people that live in those council buildings but yes, one of my biggest concern was I didn't want to live in an area where there was lot of council flats.³⁰⁴ *Janett*

Pour autant, l'ouverture de principe à la mixité sociale qui nous a été exprimée, entendue comme une proximité du logement social et donc d'habitants de conditions sociales plus

³⁰³ De la même façon que les classes moyennes décrites par Bourdieu (1979) témoignent d'une « bonne volonté culturelle » en cherchant à s'ouvrir aux goûts et pratiques consacrés comme légitimes par les classes supérieures. Si la rétribution symbolique n'est pas de même nature, elle n'en est pas moins présente en ce qui concerne l'identité sociale que l'on souhaite revêtir et présenter aux autres.

³⁰⁴ « Je préfère ça parce que je trouve que quand on se trouve dans un quartier qu'on identifie comme étant un quartier de logements sociaux, on se sent automatiquement en insécurité. Donc je pense qu'ici on est moins porté à discriminer (stigmatiser ?) ces gens qui vivent dans des logements aidés. C'est vrai, l'une de mes plus grandes préoccupations était de ne pas vivre dans un quartier où le nombre de logements sociaux est important. »

modestes, relève parfois de ce qui peut être considéré comme un « biais de désirabilité sociale » (Bourdieu, 1973) selon lequel la personne interrogée répond moins selon ses propres convictions que selon l'idée qu'elle se fait de ce qui serait une réponse de principe socialement acceptable et valorisée. Cette ouverture peut ainsi parfois être rangée du côté des bonnes intentions peu coûteuses à formuler. À l'inverse, un positionnement contre peut conduire implicitement à assumer l'idée d'une césure urbaine entre riches et pauvres, de même que de la défense d'un entre-soi qui peut être perçu comme un égoïsme ou un racisme de classe. Interroger sur ces dimensions du rapport à l'altérité n'est donc pas dénué d'un jeu de tensions où s'expriment des sentiments ambivalents. À de nombreuses reprises, les personnes interrogées se sont montrées peu loquaces sur le sujet ou adoptent un langage euphémisé. Sylvie Tissot (2013, p.152) évoque à ce titre la force de la censure langagière que la rhétorique de la diversité et l'« attitude cosmopolite » exerce chez les enquêtés, inhibant leurs propos dès qu'il est question de rapport à l'altérité et de maintien d'une domination symbolique de la part des classes aisées. La question ne doit pas être abordée de manière abrupte, et trouve souvent davantage de réponses indirectement, sous la forme d'indices qui émergent au détour de la conversation.

La projection spatiale des frontières sociales et symboliques : l'exemple des commerces et restaurants

Créés de toute pièce, les quartiers de Greenwich et de Confluence ne sont pas intrinsèquement porteurs d'une identité populaire qui peut être recherchée ou appréciée par les gentrificateurs « pionniers » ou « multiculturels » évoqués par Simon (*op. cit.*). Les habitants aisés s'apparentent donc plus à des « transplantés », comme on l'a vu auparavant. Par ailleurs, la diversité sociale, peu annoncée par les promoteurs, relève davantage d'un « état de fait » qu'ils découvrent une fois sur place. L'environnement de Confluence, notamment, est construit en rupture par rapport au contexte populaire dans lequel il s'implante. Les habitants aisés ne s'y trompent pas. Les commerces, restaurants, activités qui y sont proposés répondent à leur niveau social, au moins en termes de coût si ce n'est de goûts et d'attentes à proprement parler. Ils vivent ainsi dans un espace conçu pour eux, à leur mesure et dans lequel ils sont – et se sentent – numériquement majoritaires par rapport aux habitants d'origine modeste des logements sociaux. Dans une certaine mesure, la présence d'habitants modestes leur paraît incongrue tant la perception du décalage social est importante.

Les investissements de l'espace des quartiers, les usages qui s'y déploient, s'inscrivent dans le prolongement de cette polarisation sociale. Ils donnent lieu à des pratiques socialement marquées, tout autant clivées que clivantes. À partir des goûts des enquêtés, il est ainsi possible de dresser sur un même territoire des cartographies de pratiques qui se recoupent plus ou moins, mais avec une tendance à s'exclure mutuellement, comme le mettait en évidence Pierre Bourdieu :

« Maîtrise pratique des distributions qui permet de sentir ou de pressentir ce qui a des chances d'advenir ou de ne pas advenir et, inséparablement, de convenir ou de ne pas convenir à un individu occupant telle ou telle position dans l'espace social, le goût, fonctionnant comme une sorte de sens de l'orientation sociale (*sense of one's place*), oriente les occupants d'une place déterminée dans l'espace social vers les positions sociales ajustées à leurs propriétés, vers les pratiques ou les biens qui conviennent aux occupants de cette position, qui leur « vont » ; il implique une anticipation pratique de ce que le sens et la valeur sociale de la pratique ou du bien choisi seront probablement étant donné leur distribution dans l'espace social et la connaissance pratique que les autres agents ont de la correspondance entre les biens et les groupes. » (Bourdieu, 1979, p.544)

Il est donc possible de souligner l'existence de telles cartographies en prêtant attention à la façon dont les différents espaces, équipements ou commerces sont qualifiés étant donné que « *les agents sociaux que le sociologue classe sont producteurs non seulement d'actes classables mais aussi d'actes de classement qui sont eux-mêmes classés* » (*Ibid.*), reflet des structures sociales incorporées. La première dimension de ces opérations de classement consiste en une manifestation de la distance perçue ou ressentie, quand bien même les goûts des classes supérieures témoignent d'un certain éclectisme qui complexifie le jeu des distinctions, sans nécessairement se substituer à la légitimité culturelle (Coulangeon et Duval, 2013; Tissot, 2013; Lahire, 2004; Peterson et Kern, 1996). La gérante du *Purple – Café-chic* apprécie le contexte du nouveau quartier de la Confluence mais exprime en même temps une forte répulsion tentée de dédain lorsqu'elle évoque le contexte populaire dans lequel il est implanté. Nous la rencontrons par l'intermédiaire de Pierre Godard, avec qui nous effectuons une visite du quartier. Elle tenait auparavant le *Café des Négociants*, les « Négos » comme elle le nomme, une brasserie historique de la presqu'île lyonnaise, aux décors Second Empire.

Pierre Godard : Tu as des gens du quartier qui commencent à venir [*De Sainte-Blandine*] ?

Gérante : Ouais, j'ai plein de clients du cours Charlemagne [*Artère principale de Sainte-Blandine*] qui viennent. Tu sais derrière les voûtes, il y a pas grand-chose de sympa hein... [*D'un air dégouté :*] À part les kebabs et les machins hein là bon... (...) Ben ouais y'a rien, c'est c'que j'te dis, c'est d'un triste, c'est affreux... *Visite de quartier avec Pierre Godard, mars 2011.*

S'ensuit une discussion animée où Pierre Godard s'efforce de défendre auprès de son interlocutrice le « charme » des bars et échoppes populaires parmi lesquels il a « ses adresses ». Non dénués d'ambivalences à leur sujet, ses propos dénotent toutefois le traçage de frontières symboliques à l'égard de certaines enseignes, lorsque la proximité spatiale de la distance sociale se fait trop pesante (Chamborédon et Lemaire, 1970), lorsque le caractère populaire des lieux déborde de sa fonction de « paysage » évoquée par Simon (1995, *op. cit.*).

Pierre Godard : T'en avais un petit : « *Le Petit Bar* », il était cours Charlemagne, là où tu as la Société Générale. Moi j'y allais de temps en temps avec des copains, t'avais le plat du jour pas cher du tout et tout (...) Et c'était un bar, c'était pas que des piliers de comptoirs quoi...

Gérante : Ouais, il y en a un paquet là hein !

Pierre Godard : Et puis le midi il faisait le plat du jour à l'époque mettons à 7 euros il y a 5-6 ans, le truc pas cher, et t'avais du monde, t'avais une ambiance... Et quand je me retrouvais à 2, 3 pour préparer une réunion ou discuter, on allait là-bas, parce qu'il était agréable, il nous faisait un petit truc... Et ça, y'a plus...

(...)

Pierre Godard : Et tu vois après en café il reste cours Bayard, celui qui était avant les Bains-douches... Pareil, le mec qui le tient : c'est le comptoir qui le tient ou lui qui tient le comptoir, tu sais plus... On y allait mais on n'y va plus parce que j'arrive plus à m'en sortir quand j'y vais. Parce qu'il me dit « Allez [*Pierre*], tu reprends un verre ! » Lui, il en est à je sais pas combien... Il est gentil mais tu vois, c'est ces vieux cafés populaires chiants où c'est des mecs qui s'emmerdent qui sont là et qui sont au petit blanc, au petit blanc, au petit blanc et où il se passe rien quoi, tu vois. Mais le vrai café de quartier agréable a disparu à Perrache.

L'expression de la distance sociale se retrouve ainsi de multiples façons dans les discours de ces habitants, qui l'expérimentent quotidiennement. C'est notamment le cas de M. Flynn, à propos des restaurants du Dôme du Millénaire, ou de Mme Brown concernant l'offre culturelle proposée au sein du même équipement.

The restaurants are ok... nothing spectacular. The restaurants cater for a certain public set-up... You know, you're not gonna go dining in there but it's ok... if you want pizzas, hamburgers you know that kind of stuff... **Q: There're not good restaurants?** Yeah, if you want a hamburger yeah... but it caters to people who go somewhere like that to have pizzas or hamburgers or a bowl of pasta or something like that...³⁰⁵ *M. Flynn*

Au début on pensait que c'était affreux on disait que c'était un... Je ne sais pas comment on dit en France, un "white elephant"³⁰⁶... Mais maintenant il a fait une extraordinaire réussite, il y a

³⁰⁵ « Les restaurants, rien d'extraordinaire mais ça va... Ils répondent à une certaine demande quoi... Tu vois, tu n'y vas pas pour un dîner, mais ça va... si tu veux des pizzas, des hamburgers ou ce genre de choses... **LM: Il n'y a pas de bons restaurants ?** Si, si tu veux un hamburger quoi... Mais ça s'adresse à des gens qui vont là pour une pizza ou un hamburger, ou un bol de pâtes... »

³⁰⁶ L'expression « white elephant » évoque une réalisation faramineuse en termes de coût de réalisation et d'entretien, au-delà des moyens disponibles, et dont l'utilité est contestée.

beaucoup de restaurants là, un autre cinéma avec beaucoup d'écrans, une énorme théâtre pour la musique populaire même quelquefois la musique classique, ils ont fait le ballet là...

LM: Donc vous y allez quelquefois pour aller au restaurant, au cinéma... ?

Oui, pas beaucoup mais parce que notre mode de vie est différent et parce que nous aimons plus la musique classique nous avons les endroits que nous préférons pour l'opéra, le ballet les choses comme ça... Mais j'apprécie, c'est un bon palais pour les gens... *Mme Brown*

À Confluence, le supermarché de *hard discount Lidl*, installé de longue date dans le quartier de Perrache-Sainte-Blandine à proximité immédiate de Confluence, constitue un excellent interrogateur de la manière dont les frontières sociales et symboliques se projettent dans l'espace. Dans l'attente de l'ouverture du centre commercial – le *pôle de loisir* –, il représente l'unique grande surface rapidement accessible.

LM: Comment ça se passe pour ce qui est des courses au quotidien, vous trouvez ce qu'il vous faut ? J'ai l'impression que beaucoup de gens attendent avec impatience l'ouverture du pôle de loisir... Nous on a tout... Moi je vais à Lidl, j'ai pas de honte à aller à Lidl... Quand je veux m'acheter autre chose, je vais ailleurs c'est sûr, des fois je vais à la Part-Dieu mais si je veux rester dans le quartier, je reste dans le quartier... *Mme Smith*

Y'a un Lidl, enfin ça reflète le quartier... c'est... **LM: Vous, vous ne faites jamais vos courses au Lidl ?** Obligé pour ce qui est de la vie courante quand y'avait rien... Mais j'irais jamais acheter de la nourriture à Lidl ! *Corentin*

Mme Smith affirme effectuer ses courses dans un *hard discount* en croyant nécessaire d'insister sur le caractère « naturel » de sa démarche, exprimant en creux une forme de transgression bien comprise par rapport à un habitus de classe. Ses propos témoignent de la perception d'un décalage par rapport à une norme implicite de consommation en relation avec sa position sociale. Le franchissement de la frontière symbolique reste ainsi tout à fait conscient même si assumé. À l'inverse, Corentin considère le recours au Lidl comme un choix contraint, soulignant le raffinement des goûts alimentaires de sa famille qui ne tolère pas les écarts par rapport à leurs propres normes de référence. Comme il l'explique par la suite, l'alimentation représente pour eux un poste de consommation important. Sa famille se définit comme « amatrice de gastronomie » et profite de l'installation de la *Maison Cellierier* pour y réaliser une partie de ses achats de nourriture. La *Maison Cellierier* représente une référence de la gastronomie lyonnaise, originellement implantées dans les Halles de Lyon. Pour autant, l'évolution de l'offre commerciale depuis l'ouverture du centre commercial (*pôle de loisir*) ne satisfait pas tous les habitants aisés. Certains, comme M. Houël, déplorent une orientation davantage « grand public » :

Au début c'était intéressant et alléchant parce que justement le ton était donné par Le Bec et le Do'Mo, Docks 40 sur ce quartier avec un choix quand même assez varié. Même s'il y en avait que trois, ils étaient pas tous les trois pareils... plutôt haut de gamme mais pas non plus hors de prix... Et je pensais que le centre commercial allait être... ou visait quelque chose de plutôt haut de gamme et... je trouvais ça plutôt sympa, non pas que je vive qu'avec le haut de gamme, c'est pas ça... J'apprécie bien qu'il y ait un Carrefour plutôt qu'un Monoprix qui aurait été plus cher mais du coup pour l'ambiance globale... Et là du coup j'ai le sentiment, maintenant que le centre commercial est ouvert, j'ai l'impression qu'il y a une déception générale sur le niveau de gamme... Il y avait le magasin de déco un peu élitiste qui s'était installé, c'est les mêmes propriétaires que le Purple : ils ont fermé... Et je sens qu'on va vers du plus... courant et que dans l'enceinte du centre commercial, c'est une majorité de fast-food ou de restauration rapide et y'a pas grand-chose... *M. Houël*

Cet ensemble de témoignages permet de prendre la mesure de la projection spatiale des goûts sociaux qui souligne, en creux, les contours d'un goût – variable selon les enquêtés tout en restant marqué socialement – somme toute considéré comme légitime, érigé en référence et traduisant la position sociale de ceux qui l'expriment. Même lorsque cette projection spatiale n'est pas exclusive et s'autorise des écarts sur des terrains éloignés socialement, leur caractère subalterne n'en demeure pas moins révélé, de façon franche comme Corentin à l'égard des courses au Lidl, ou plus feutrée comme Mme Smith ou Mme Brown lorsque leurs propos trahissent le franchissement de frontières symboliques.

« C'est nous la norme » : une vision inclusive de l'altérité

Dans ce contexte de mixité imposée (Launay, 2014, *op. cit.*), ces habitants aisés sont parfaitement conscients de vivre dans des espaces façonnés à leur mesure, selon leurs propres valeurs et dans lesquels ils se sentent en majorité. Toutefois, le caractère récent de la construction de ces quartiers et l'implantation de ces habitants en des territoires non-familiers de la bourgeoisie traditionnelle (des friches industrielles, qui plus est au cœur d'un quartier populaire pour Confluence) constituent une source d'incertitude concernant l'avenir. Incertitude accentuée par le caractère expérimental d'un principe de brassage des populations qui n'a pas toujours connu à leurs yeux de résultats heureux dans l'histoire urbaine, en particulier lorsqu'ils se remémorent certains projets de villes nouvelles ou de banlieues construites après-guerre, que ce soit en France ou en Angleterre.

La confrontation à la diversité sociale et la situation d'incertitude sur le devenir des quartiers laissent alors rapidement place à une double préoccupation portant d'une part sur la pérennité de leur cadre de vie et d'autre part sur celle de la valeur de leur investissement immobilier

qu'ils relient directement à la présence de logements sociaux dans leur environnement. La diversité sociale devient ainsi un « objet et crainte et de surveillance » (Tissot, 2011, *op. cit.*, p.107) et par rapport à laquelle l'attitude de ces habitants aisés relève d'une « combinaison d'ouverture et de fermeture, de laisser-aller revendiqué et de contrôle serré » (*Ibid.*, p.106). Le qualificatif le plus approprié pour caractériser leur attitude serait celui d'une vigilance latente mais attentive à l'évolution du « climat social ». Ainsi, une position de principe favorable à la diversité sociale n'est pas exempt de *conditions* pour être à la fois acceptable et acceptée ; elle énonce une tension permanente entre une attitude morale et des préoccupations plus individualistes donnant lieu à des propos non dénués de contradictions, comme l'indique le témoignage de M. Houël au sujet de l'inauguration du Pôle de loisir :

En fait je m'étais embourgeoisé en arrivant ici. J'ai apprécié pendant deux ans le calme absolu parce qu'il n'y avait pas de voisins, pas de bruit, personne, ça m'amusait tout au plus le dimanche de voir des gens, des badauds qui se promenaient dans le quartier et quand le jour de l'inauguration du centre commercial, je suis juste passé 2 mn, on se retrouvait à la Part-Dieu quoi, avec une foule bigarrée. Je me suis dit wouhou : est-ce qu'on va aussi avoir la population qui va autour... ? Bon c'est très élitiste ce que je dis, c'est pas raciste mais plutôt élitiste, mais j'ai eu peur que ça nous amène une population plus... J'en suis pas à avoir peur de la délinquance, mais moins respectueuse de ces lieux...

(...)

Je m'attendais pas à voir ce type de foule... très très populaire. J'ai du mal à dire ça mais je suis bien obligé de reconnaître... **Q : C'est aussi d'un des grands paris de l'aménagement de ce quartier, d'avoir cherché à mélanger les types de logements et de population, d'intégrer environ un quart de logements sociaux...** Oui, oui, j'ai souvent lu ça... De ce point de vue-là, je suis plus que favorable... Mais justement le contrecoup que m'a fait cette inauguration c'est que j'avais l'impression que c'était 90% de la population qui arrivait qui était vraiment populaire, j'ai du mal à la qualifier mais vraiment la Part-Dieu quoi... J'aime pas aller faire mes courses à la Part Dieu pour ça... Beaucoup de jeunes qui restent là à rien faire... Enfin bref, je suis très vieux con quand je dis ça mais... ça a été ça... J'avais l'impression qu'il avait été sympa ce quartier pendant deux ans et qu'il allait tout d'un coup devenir comme d'autres quartiers un peu partout... Sauf que apparemment c'est pas du tout ça qui se passe quoi... Parce que depuis mon observatoire ici quand je me mets sur la terrasse, je vois des familles, des couples... des bandes de jeunes aussi mais... qui font du skate ou... Mais je ne vois pas s'installer des groupes de squatteurs, de gens qui ont une utilisation négative du quartier... *M. Houël*

Malgré une visibilité relative et incertaine des logements sociaux, difficilement repérables, le fait d'être informé de leur présence aiguise l'attention et la vigilance des habitants. Dans cette perspective, tout signe d'écart à l'égard de leurs propres normes, toute nuisance identifiée tend à être attribué aux locataires des logements sociaux.

Alors... J'ai remarqué... Alors vraiment sincèrement, c'est pas parce que c'est des logements sociaux parce qu'encore une fois j'insiste énormément sur le respect des autres, c'est mon principe de vie... J'ai remarqué qu'ils étaient... Que certains appartements là-bas dans le fond étaient bruyants... Les gens ont tendance... Enfin c'est un appartement... Ça m'ennuie de vous dire ça mais c'est quand même ce qu'il se passe. *Mme Moulin*

You can see if you look on the outside, if you look at this block then go have a look at the block next door, you can tell it's cheaper, you can tell "the window is cheaper" and everything is cheaper... They don't have this kind of windows... They look the same but they're not...³⁰⁷
M. Flynn

Il y a un bâtiment quand on sort du garage, qui est juste en face des garages... Enfin, des fois ça fait un peu souk quoi... C'est, enfin voilà, les terrasses sont encombrées, machin et tout donc au niveau de l'esthétique, c'est pas top. Mais sinon y'a pas de souci particulier ni rien du tout... (...) Après je sais pas si c'est un bâtiment de logement social mais il y a des bâtiments qui sont mieux entretenus que d'autres... *Aude*

Ces extraits mettent en évidence les éléments sur lesquels se fonde la mesure de la distance sociale, que ce soit en termes de comportement (Mme Moulin), de qualité de construction (M. Flynn) ou encore des modalités d'investissement de l'espace résidentiel (Aude). Signes discrets puisqu'ils ne se réfèrent qu'à des situations ponctuelles, et incertains, car le lien au logement social n'est pas nécessairement avéré. Ces signes contribuent tout autant à alimenter leur niveau de vigilance que, inversement, leur vigilance exacerbe leurs perceptions de l'altérité.

« Ces lieux privilégiés de l'entre-soi des classes supérieures, qui reflètent la position dominante qu'occupent leurs habitants dans l'espace social, laissent peu d'opportunités aux autres groupes de s'y inscrire. L'altérité n'y est tolérée qu'à la seule condition qu'elle ne vienne pas troubler l'ordre social local, régi selon les modèles culturels des classes supérieures ». (Launay, 2014)

La diversité sociale ne se réduit toutefois pas à la présence de logements sociaux. C'est particulièrement vrai à Confluence où l'animation continue du quartier, encouragée par la diversité de ses équipements, attire de nombreux visiteurs extérieurs qui viennent *passer du temps* et profiter du cadre. Outre les motifs de visite – qu'il s'agisse du pôle de loisir, de la patinoire, des galeries d'art, etc. –, l'absence de voitures, les larges pelouses en bordure de Saône et le cadre paysager constituent un support d'activités variées qui vont de la promenade et de la détente à la pratique du skateboard, en passant par les parties de football ou de volley, aux pique-niques et apéritifs en famille et entre amis. Cela amène une coexistence de

³⁰⁷ Vous pouvez le voir si vous regardez l'extérieur. Si vous regardez cet immeuble puis ensuite celui d'à côté, vous pourriez voir qu'il est plus « bas de gamme ». Vous voyez que les fenêtres sont plus bas de gamme, tout est plus bas de gamme... Ils n'ont pas ce type de fenêtres, on dirait les mêmes, mais ce n'est pas le cas...

pratiques dans l'espace public qui mélange de fait les catégories sociales et les générations. Cette animation est diversement évaluée par ces habitants. D'un côté, elle est garante d'une certaine forme de contrôle social, fondée sur l'appropriation, telle qu'elle peut être théorisée dans la pratique urbanistique (Wyvekens, 2007). La variété des activités, des heures de fréquentation et des publics usagers favoriseraient en quelque sorte l'appropriation des lieux et un contrôle réciproque des usagers les uns envers les autres.

Ça brasse du monde, c'est sympa... et puis de la bonne population, c'est bien fréquenté donc si ça peut rester comme ça c'est bien... **LM: Et « bien fréquenté », ça veut dire quoi du coup ?** Non... c'est-à-dire que par rapport au centre-ville où ça rouille un peu, voilà, les jeunes ils squattent un peu... Ici y'a pas de... On voit pas de groupes qui sont là à rien faire, y'a beaucoup de passage et ça se passe très bien... *M. Foutot*

Cet investissement quasi-continu de l'espace public peut à l'inverse être vécu comme une atteinte à la tranquillité des lieux, à un partage non-désiré de l'espace résidentiel, notamment pour les habitants dont les logements donnent plus directement sur les espaces publics les plus fréquentés.

Vu qu'il y a l'eau et tout, ça attire pas mal de monde... Donc on a l'impression un peu d'être un animal de foire, il y a tout le monde qui vient et qui prend des photos et tout, et le soir, c'est vrai qu'il y a pas mal de gens qui squattent la darse quoi... qui viennent squatter, qui crient, y'en a même qui se baignent donc heu... génial ! *Aude*

On l'a aussi accepté, on le savait aussi un petit peu, on est en ville... On savait que ça n'allait pas être fermé et on n'a pas acheté sans savoir... On voulait pas non plus être sur la colline de Sainte-Foix où tout est bien parké : on rentre avec la vidéo, on voulait pas de ça... Nous on aimait bien être avec le monde et tout... mais... (...) Le fait qu'il y ait cette mixité nuit un peu... que si les habitants, c'était une résidence totalement à clos fermé... Voyez ce que je veux dire : vous avez un badge, vous rentrez et là c'est... tout le monde est propriétaire, voyez ce que je veux dire ? C'est pas du tout le même... Donc on est quand même exposés... *Mme Smith*

Ces propos révèlent ainsi une alternance de sentiments entre l'agrément et la gêne que procure la confrontation à la diversité qui confine parfois, comme chez Mme Smith, à un « engagement » physique avec un sentiment d'« exposition ». On constate également dans ces témoignages que la gêne ressentie repose moins sur l'importance de la fréquentation que sur le fait de faire face à des types d'usages inhabituels pour ces habitants. À divers titres, ils sont perçus comme une forme d'agression à l'encontre de leurs propres références, de leurs propres codes de conduite et d'usage des espaces publics.

LM: Vous trouvez qu'il y a une bonne ambiance, une atmosphère agréable ? Moi je trouve oui, mais au début... Il a fallu faire attention... Et Dieu sait que ce n'est pas dans mes

idées mais je crois qu'on a bien fait : il y avait des bandes de jeunes qui investissaient le soir, alors c'était porte ouverte, ils dansaient là, la radio à fond... Et puis jusqu'à 3h du matin... Alors là quand même on a fait intervenir la police et je crois qu'il fallait le faire parce que maintenant ça s'est calmé, il fallait le prendre au début.

(...)

Il y a quand même une chose aussi, c'est qu'il y a un étang là devant et... Des gens viennent avec... C'est normal... Les gens viennent avec leurs chiens, les chiens se baignent... Chiens canards... Même une fois j'ai vu un canard poursuivre un chien c'est pour vous dire, ça se passe bien ! Seulement quelquefois le dimanche, il y a des petits garçons et des petites filles qui se baignent aussi... Ça c'est pas... Enfin ça me regarde pas finalement... C'est des constatations que j'ai faites mais bon... Voilà... D'autant plus que je ne sais pas s'il n'y a pas des bouts de verre, des choses comme ça... *Mme Moulin*

Quelques fois les gens ils viennent avec la musique à fond, des jeunes... à fond ! Enfin nous ça nous est arrivé une fois, ils se sont garés juste là et ils ont mis la musique à fond... Donc quand c'est trop tard, trop fort, on appelle les flics, ils se déplacent...

(...)

Il y a eu aussi des gens qui sont venus... c'était assez rigolo... avec leurs caravanes... Enfin j'ai rien contre ces gens mais il y a des postes juste sur le bord de la Saône pour se brancher, il y a l'eau, l'électricité, ils peuvent se brancher tout ce qu'ils veulent là-bas... Non, ils sont venus sous les fenêtres là, et ils ont sorti les chiens hauts comme ça... voyez ce que je veux dire, babas cool... Enfin, j'ai rien contre eux mais... ils étaient là, les chiens couraient de partout euh... ils allaient faire leur barbecue... enfin ça faisait... « mais, mettez-vous au bord de la Saône à la limite », voilà mais non, eux ils s'étaient mis là : cool Raoul...

(...)

Eh ben ils sont peut-être restés 3 semaines un mois... Bon, c'est pas gênant, moi ça m'a pas gêné, il gérait son chien... parce qu'ils ont toujours des chiens ces gens, mais bon... Mais les autres ils se sont garés là, ils avaient des gros chiens, avec les enfants c'est toujours un peu... c'est un peu effrayant... *Mme Smith*

À l'instar de ce que montre Clerval (2011) au sujet des quartiers du Bas-Belville et de Château-Rouge à Paris, ces anecdotes liées à l'usage des espaces publics montrent à quel point ils peuvent être sujets à une concurrence aussi bien matérielle que symbolique concernant leur appropriation. À différents égards, ces habitants aisés résistent à ce qui peut être considéré comme des « usages populaires de l'espace » qui, comme l'indique l'auteure, « concourent à produire la ville tout autant que les aménageurs ». Leurs positionnements et leurs attitudes face à la diversité des pratiques dessinent ainsi en négatif les contours d'une (de leur) « norme sociale » qu'ils s'attachent à défendre et à imposer, s'il le faut par le recours à la force publique (police).

On assiste alors à une mise en tension entre deux attitudes antagonistes. À travers la vigilance qu'ils manifestent, nombre de ces habitants expriment la possibilité du départ, celle de la défection d'un lieu de vie qui ne correspondrait plus à leurs propres valeurs et normes de

référence et, risque tout aussi important de leur point de vue, dont la valeur du bien immobilier risquerait de décliner. Une volatilité résidentielle – toujours potentielle mais bien réelle – qui a fait l’objet de nombreuses analyses sur le thème de la sécession ou de la fuite (Donzelot, 1999; 2009; Jaillet, 1999; Oberti et Préteceille, 2004) (le « *White flight* » en anglais³⁰⁸) et celui du repli, aboutissant, dans les cas les plus extrêmes, à la constitution de « *Gated communities* » (Davis, 2006; Le Goix, 2002). Deux phénomènes complémentaires (sécession et repli) présentés comme facteurs-clés de la ségrégation urbaine – sur un plan résidentiel mais également scolaire – auxquels les politiques de mixité sociale entendent précisément apporter une forme de réponse. L’attachement de ces catégories sociales supérieures au cadre de vie et à la sécurité, le souci de l’éducation de leurs enfants de même que la préoccupation face à la valeur de leurs biens immobiliers associés à l’importance des ressources dont ils disposent les rend prompt au départ en cas d’évolution défavorable, à leurs yeux, de l’un ou l’autre de ces aspects.

Par rapport à un ensemble de témoignages feutrés sur le sujet, celui de Corentin (*ci-dessous*) est emblématique en ce qu’il semble cristalliser une perception que beaucoup partagent. On comprend dans quelle mesure l’attention vigilante dont font preuve ces habitants aisés peut rapidement conduire à une défection de ces quartiers à partir du moment où l’« ambiance sociale » ne correspondrait plus à leurs critères d’éligibilité.

Quand c’était en construction, là on a pris très peur... On s’est dit, si ça commence comme ça et qu’ils le régulent pas euh... ça va être une catastrophe... On a appelé la police... parce que il y avait... Bon, les gens qui se jettent dans la darse, on n’a jamais appelé les flics pour ça mais... Les apéros tard le soir, ça s’est fait. On a eu des musiques... aussi tard le soir, qui correspondent à une certaine culture aussi, donc : rap, zouk... etc. Bon je stigmatise un peu, je donne un stéréotype mais malheureusement, c’est la réalité... Donc oui, on a appelé la police, maintenant ça se fait plus...

(...)

Encore une fois c’est rare, ça l’était au début et là on s’est dit « mon dieu, si le quartier tourne comme ça... on déménagera » Parce qu’on a 5 ans où on peut pas revendre, enfin on peut revendre mais on y perd... parce qu’on perd 30%, et donc on s’est dit on attendra 5 ans et on partira pour la Croix Rousse... mais au vu de ce qui se passe maintenant, non... non c’est... là on est en sécurité, on n’a aucun problème là-dessus... *Corentin*

Ces possibilités redoutées restent toutefois largement hypothétiques dans le contexte actuel de Greenwich et de Confluence, et les habitants le reconnaissent. Nous avons mis en évidence dans les sections précédentes l’importance de l’investissement – politique, économique,

³⁰⁸ Sur le même type de phénomène analysé outre-Atlantique, cf. notamment Krysan, (2002) et Ghorra-Gobin, (2013).

médiatique – dont ces territoires étaient l’objet de même que leur singularité au plan de l’expérience urbaine. Ces deux aspects – investissement et singularité – aboutissent à la concentration et au cumul de différentes formes de prestige, aussi bien politique, économique, culturel que symbolique qui participent à leur « attractivité » et leur « rayonnement », particulièrement auprès de ces classes sociales qui en partagent les codes et les valeurs. Face à ces inquiétudes, une forme d’apaisement est trouvée dans la réalité du quotidien, fort éloignée des représentations dominantes associées aux quartiers de logements sociaux.

I lived in an area before where there was always things going on there, so I have never felt safe... But here, I haven't noticed it, no... It's really weird because you don't even... when I lived in my old area you could, you generally saw a lot of like young mothers and people just... that didn't work, heading around on the street all day, smoking... and I noticed because I was a student so, when I worked from home you would see that but here... I work from home but I don't see any of that... I don't see people just walking around in the street all day or just sitting outside... so I don't notice that at all...³⁰⁹ *Janett*

Je trouve que ça se voit pas donc c'est une bonne idée, ça a bien été fait... Mais on s'en rend pas compte donc pourvu que ça dure, c'est très bien. *M. Foutot*

Je crois que nous on a deux logements sociaux dans notre allée, un ou deux... et on le sent pas honnêtement. Je dirais que l'exemple le plus positif qu'on peut avoir c'est qu'on se rende pas compte qu'on a un logement social dans notre immeuble... *Corentin*

Plus qu'une propension à la défection, l'attitude des habitants aisés tend à s'orienter vers une volonté d'imposer des normes de comportement, des façons de se conduire et d'éviter certaines pratiques. L'invisibilité apparaît ainsi le meilleur gage d'acceptation de la distance sociale. On retrouve alors un comportement caractéristique des « entrepreneurs de morale » de Becker (1985 [1963]) ou des « entrepreneurs de diversité » décrits par Tissot (2013, *op. cit.*, p.149 et 243). Il ne s'agit plus uniquement de constater et de se satisfaire d'un état de fait – le caractère faiblement perceptible de la distance sociale – mais d'amener chaque habitant à respecter les normes, valeurs, modes de vie dominants.

Votre idée de société c'est ça en fait, d'avoir une mixité des gens dans un quartier donc ça fait partie de votre politique je pense... Donc c'est quelque chose qui est... pas nouveau, mais c'est nouveau en même temps, parce que j'ai jamais habité dans un pays où c'était comme ça donc pour moi je pense que ça me dérange pas du tout, il faut juste avoir une bonne relation et une bonne politique pour soutenir ça. *M. Kalatab*

³⁰⁹ « Je vivais avant dans un quartier où il passait tout le temps des trucs, je ne me sentais jamais en sécurité. Mais ici, je n'ai rien remarqué de tel. C'est bizarre parce que depuis mon ancien appartement, je voyais généralement énormément... par exemple des jeunes mamans, ou des gens qui juste... qui ne travaillent pas, traînent dans la rue toute la journée, fument... Et je le voyais parce que étant étudiante je travaillais chez moi alors qu'ici, je travaille à la maison et je ne vois pas ces gens qui traînent ou squattent dans la rue toute la journée... »

Si les enquêtés ne s'engagent que marginalement dans ce que Becker nomme des « croisades morales » (p.172) visant à imposer des normes, ils n'en manifestent pas moins un désir d'absorber et de réduire la différence, qu'elle soit de nature sociale ou « culturelle ». On retrouve dans cette attitude une distinction soulignée par Thomas Kirszbaum (2015) entre deux conceptions opposées de l'égalité urbaine et sociale, à savoir d'un côté une égalité dans la diversité, dans laquelle les différenciations sont reconnues et acceptées comme telles au nom d'un « droit à la différence », de l'autre une égalité dans l'uniformité, qui passe par l'arasement des différenciations sociales et ethniques telles qu'elles peuvent se manifester dans l'espace public ; un débat non sans résonances avec la question de la laïcité et des signes religieux ostentatoires, notamment. Lorsque M. Foutot suggère à propos du logement social que « ça a été bien fait » (cf. *supra*), il ne s'en réfère pas moins à cette question de l'invisibilisation. L'enjeu principal réside ainsi dans la « maîtrise » et l'organisation de la mixité sociale, envers lesquelles ils se montrent attentifs et, encore une fois, vigilants. Corentin est par exemple amené à relativiser les propos rassurants que le promoteur leur avait tenu lors de la vente en évoquant une population « choisie » :

Quand nous on a acheté, on a demandé « quel social ? » Et on nous a dit que ça serait du social... un peu choisi... **LM: On vous a dit que ce serait une population « choisie »... ?** Ils nous l'ont dit, après je crois pas que ça a été totalement respecté... **LM: Pourquoi pas complètement respecté ?** Ben je sais pas... on a quand même pas mal de voiles... *Corentin*

Le rapport à l'altérité peut donc être acceptable dans la mesure où cette dernière n'est pas (trop) visible et que la distance sociale n'est pas trop importante.

Enfin je veux dire c'est comme si... nous on nous balançait dans un autre pays avec une culture totalement différente et qu'on nous dise « bon ben voilà, bienvenus... » ben je pense qu'on serait complètement déboussolés, c'est normal... je pense que ça marchera s'ils choisissent, et c'est ce qui a été fait... *Corentin*

Il définit ainsi les conditions de son acceptation en distinguant différents profils de bénéficiaires de logements sociaux : depuis le candidat « assimilable » jusqu'au stéréotype redouté :

On avait un peu peur : 25% [*de logements sociaux*], mais encore une fois il faut la choisir. Dans le social, il y a tout : on a le chômeur qui arrive à 48 ans, qui vient de se faire licencier, ben c'est du social parce qu'il se relève pas... Mais on a aussi la famille de 8 personnes qui vient de Décines Charpieu [*référence à un quartier populaire type grand ensemble de banlieue*] (...) Et je sais ce que c'est que d'être dans un quartier complètement déconnecté de la ville et qui vit dans sa propre norme... Et là cette famille-là, si on la prend et qu'on la colle

là... ça ne marchera pas parce qu'elle est déconnectée, elle ne comprendra pas en quoi c'est nous la norme... *Corentin*

Là où d'autres enquêtés éludent la question ou louvoient pour exprimer des idées similaires, les propos de Corentin sont dénués d'ambiguïté. Ils cristallisent une perception qui semble dominante même si elle provoque parfois un certain malaise moral chez d'autres habitants, tiraillés entre « bonne volonté sociale », défense de leurs propres valeurs, et opinion socialement plus ou moins acceptable selon sa position sur l'échiquier politique. Au-delà du « choix » des bénéficiaires des logements sociaux, l'acceptation du rapport à l'altérité passe également par son encadrement et son contrôle afin de minimiser ces « écarts à la norme » dominante et de procéder à une uniformisation des comportements.

Il ne faut pas faire de communautarisme, mais faut pas le faire non plus dans notre sens à nous, parce que si on prend que des gens qu'ont un certain revenu, un certain standing, bon ben, on va créer un clivage avec la population. Donc intégrer une population, c'est très bien, à condition qu'elle soit contrôlée (...) Le but c'est que le quart s'intègre dans les 3 autres quarts... au final donc que le un quart copie le mode de vie... j'exagère mais en tout cas efface le mode de vie qui ne convient pas aux trois autres quarts et qu'on en arrive à une uniformisation...

(...)

Il y a une différence culturelle quand même qui s'installe entre le Monolithe et l'autre côté... Par exemple nous il y aura jamais du linge au fenêtres ou alors je sais pas, il y aura pas de... il y a eu des barbecues (...) Donc là c'est une différence culturelle et je pense que s'ils veulent que ça marche de concilier les deux populations, il faut... ce qu'il s'est passé, je crois que c'est à Montpellier ou à Bordeaux je sais plus... de mettre une sorte d'Agence qui va réguler ça en disant aux gens : « Non, ça vous ne le faites pas... » parce que... pour mieux apprendre à vivre... *Corentin*

Le modèle proposé par Albert Hirschman (1995) – *Exit, voice, loyalty* – permet de proposer une interprétation concernant la gradation des positionnements autour de l'enjeu de l'invisibilisation de la distance sociale. Comme l'explique Mounia Bennani-Chraïbi (2009), l'intérêt de la théorie d'Hirschman consiste à caractériser de manière idéal-typique les différentes formes d'expression du mécontentement nullement opposables les unes aux autres, mais au contraire combinables à l'envi selon des modalités extrêmement larges. Concernant le rapport à l'altérité, alors que la défection (*exit*) dépasse ainsi rarement le stade de menace tant que les conditions de la loyauté (*loyalty*) restent réunies, la prise de parole (*voice*) s'effectue selon une gradation en plusieurs niveaux « qui laisse entrevoir une pluralité de cheminements et des variations dans l'intensité de l'investissement, allant du ronchonnement individuel, de la lettre de réclamation, à la pétition ou à toute autre forme d'action collective » (p.229). Dans cette volonté d'invisibilisation des manifestations de la distance sociale, qui oscille entre

menace de défection et une mobilisation pour défendre ses intérêts, on se trouve en réalité essentiellement face à un phénomène larvé et silencieux, mais pourtant bien présent :

S'il y avait une clé de voûte de Confluence en dehors de toute cette nature, etc. ce serait la sécurité. C'est le point qui pourrait faire tout basculer, qui pourrait faire que Confluence soit une réussite totale... ou un échec complet... Si on laisse des groupes venir ici, mettre leur musique, faire leurs deals, foutre le bordel, ça sera un problème. *Corentin*

À Confluence comme à Greenwich, le contrôle des usages est une dimension importante de la gestion des espaces collectifs et publics. On a vu l'importance de la signalétique, de la vidéosurveillance et des contrôles d'accès. Les bailleurs sociaux s'assurent de leur côté des comportements de leurs locataires au moyen de « guides de bonnes pratiques ». Un immeuble de logements sociaux géré par Grand Lyon Habitat comportait par exemple dans le hall d'entrée une affiche rappelant l'interdiction d'installer des paraboles sur le balcon et de jeter des ordures par la fenêtre, tout en enjoignant de se comporter avec « civilité » dans les lieux collectifs.

3. Un principe peu questionné par les habitants du parc social

3.1. La reproduction des logiques de l'exclusion

Pour les habitants des logements sociaux, la confrontation à la distance sociale ne se pose pas dans les mêmes termes. Elle ne suscite en réalité que peu de réactions de leur part, et cette proximité avec des voisins de conditions socio-économiques supérieures s'impose avec l'évidence de personnes à qui l'ont « offert » une opportunité exceptionnelle, face à laquelle ils ne se sentent que peu en mesure de se plaindre. Non qu'ils aient particulièrement des récriminations à taire, mais bien plutôt que le rapport bénéfices/inconvénients minimise ces derniers et plaide largement en faveur du contentement. Particulièrement au regard de la situation antérieure et du chemin parcouru. On se souvient en effet des conditions d'obtention des logements sociaux, qui combinent des délais d'attente particulièrement longs, une situation d'incertitude prégnante qui caractérise les modes d'attributions, le désir de quitter des situations souvent difficiles avec en même temps la crainte de se voir contraint de vivre dans un lieu non désiré. Par ailleurs, ces habitants ont parfaitement conscience, comme leurs voisins aisés, de vivre dans un espace socialement déterminé en fonction des normes, goûts, valeurs des classes sociales supérieures et ne ressentent par conséquent pas la présence de ces dernières comme inattendue ou incongrue. Elle relève de l'évidence.

Un second niveau d'analyse indique un accueil de principe favorable à la mixité sociale, en ce qu'il permet de rompre avec le dualisme urbain qui segmente la ville en quartiers riches et quartiers pauvres. Les programmes de mixité sociale justifient leur autorisation l'accès à ces quartiers « prestigieux » et avalisent leurs représentations négatives des enclaves populaires qu'ils cherchent à fuir. On retrouve alors chez les personnes enquêtées de nombreuses accointances avec le profil des « embourgeoisés » que Lydie Launay oppose à celui des « décalés », dans sa caractérisation du rapport que les habitants du social entretiennent à l'égard de l' « ambiance bourgeoise » du 8^e arrondissement de Paris dans lequel la municipalité expérimente un programme de mixité sociale. La plupart de ceux rencontrés formulent en effet « *un discours positif sur le quartier qui contraste avec une perception négative des quartiers d'habitat social* », attitude qu'elle analyse par ailleurs comme l'expression d'une « *logique d'ancrage et d'acculturation aux normes et aux modèles culturels dominants* » (Launay, 2014, *op.cit.*).

C'est important, c'est vraiment très important... C'est ce que je disais tout à l'heure, le mélange ça permet... Enfin moi je le vois comme ça... Ou des gens qui sont dans les logements sociaux de se tirer vers le haut, enfin de se dire « voilà j'aimerais bien avoir cet appartement là-haut, j'aimerais bien avoir ça, j'aimerais bien pouvoir acheter là, qu'est-ce que je fais pour quoi ? » Et de pas rester... Moi j'ai vu, j'habitais à côté du quartier des Minguettes, j'ai eu la chance d'habiter dans une maison hein, dans un super quartier mais j'étais à côté du quartier des Minguettes et j'ai des amis qui habitent les Minguettes, ils sont nés aux Minguettes, ils travaillent aux Minguettes, ils sont jamais sortis de là-bas quoi...

(...)

Quand on habite au 17^{ème} étage d'une tour ou au 15^{ème}, c'est compliqué quoi... C'est compliqué... Une fois qu'on est chez soi, on bouge plus quoi... Je vois chez mes parents maintenant il y a le tramway qui arrive, il y a pas mal de bus et puis ils sont en train de détruire un peu donc les gens se sentent un peu... C'est pas qu'ils se sentent en sécurité mais c'est une question d'ouverture sur les autres et puis c'est important... pour la France ! [ironique] Non mais c'est vrai... Moins cloisonnés donc c'est pour ça que ce quartier moi j'aime bien parce que le mélange est important quoi, j'espère que ça va continuer et qu'ils le fassent ailleurs. *M. Jacquemont*

À Confluence, M. Jacquemont énonce ce qui constitue selon Bacqué et Simon (2001) l'un des aspects centraux de l'idéologie de la mixité sociale, selon lequel les classes moyennes représentent un modèle de référence pour les classes « inadaptées » : « *Les classes populaires seraient ainsi censées s'éduquer par l'exemple pour atteindre la condition moyenne considérée comme universelle* ». Le brassage est synonyme d'émancipation là où l'entre-soi représente un enfermement délétère en termes d'insertion sociale, rappelant les propos de

Corentin selon lequel les habitants des quartiers populaires y vivent « selon leurs propres normes ».

Les personnes interrogées reprennent à leur compte les conceptions et représentations dominantes ayant trait au logement social. Ce trait caractéristique ne sous-entend cependant pas selon nous un changement d'attitude manifeste qui découlerait de la confrontation à la mixité sociale, mais plutôt un partage de préoccupations qui ne sont pas l'apanage des classes supérieures. Ces habitants se montrent à la fois conscients des difficultés qui affectent les quartiers populaires et du stigmatisme qui pèse sur leurs habitants. En construisant une distinction entre « eux » et « nous » (Elias et Scotson, [1965] 1997), ils détournent une identité qui tend à leur coller à la peau en reportant le stigmatisme sur de nouveaux sous-groupes des couches modestes de la population. On rejoint ainsi cette « *intérieurisation d'amalgames répandus associant la présence de logements sociaux au désordre social, leurs locataires à la délinquance, amalgames auxquels ces locataires sont pourtant directement exposés dans les beaux quartiers* » que décrit Launay (2014, *op. cit.*).

Il y a des petits jeunes qui ont commencé à essayer d'écrire sur les murs, qui pensent qu'on est dans les quartiers comme à la Duchère ou Vaulx-en-Velin mais... C'est des gamins quoi, c'est des gamins... Mais sinon non y'a rien de... ça se passe bien... *M. Jacquemont*

Mme Kilimci : Ils sont graves les gens... Ils se disent pas qu'on a la chance d'avoir un appartement tout neuf, il faut être... je sais pas, quand on a quelque chose, il faut surveiller, il faut être bien, je vois comme ça...

M. Kilimci : C'est pas bon ça, en bas c'est quoi ? C'est des gens aussi, il y a des gens aussi... c'est pas bon, ils ne respectent pas, j'aime pas ça... Pour mauvaises personnes tout le temps casser, c'est pas la peine de faire de bonnes choses... c'est tout le temps faire de mauvaises choses... laisse tomber ! Ah oui ! tout le temps ils ont fait quelque chose, tout de suite casser, ils ne savent pas utiliser...

LM : Parce que là vous trouvez qu'ils ont fait quelque chose de bien et qu'il y a des personnes qui ne méritent pas forcément...

Mme Kilimci : Ben oui, ils cassent... Il faut autorité parce qu'ils cassent, c'est pas bien de casser, moi je déteste...

M. Kilimci : Par exemple ces jeux, c'est magnifique là-bas, si ils sont jetés les poubelles, ils sont jetés de partout, c'est pas normal...

Toutefois, les habitants du logement social ne représentent pas les uniques sources de préoccupation et de « nuisance ». M. Rooney dénonce le comportement festif de certains « *City workers* » – ces travailleurs hautement qualifiés du quartier de la City – sans égards pour la tranquillité du quartier :

There are a lot of... maybe not a lot but a number of not nice people in the big building and because we are right next to the entrance, we tend to see a lot of things you maybe don't want to see or to have those neighbors... For example at the weekends, there can be a lot of drunk people but these will be like City workers who have a lot of money and they ride in their BMW and they just don't have any consideration for anybody else... But we have good double glazing...³¹⁰ *M. Rooney*

Occupant un logement en *shared ownership* (cf. chapitre 7, point 4.1.) qu'il achète progressivement à un bailleur social, M. Rooney occupe une position particulière dans le champ du logement social. Son statut de « presque propriétaire » l'amène à partager le sentiment d'injustice ressenti par certains propriétaires du parc privé concernant des biens immobiliers auxquels accèdent les locataires du social à des prix nettement inférieurs, avant de poursuivre sur une représentation répandue associant présence de logements sociaux et niveau de criminalité :

I think the principle is good... but the practice is not... It was the same kind of thing where I lived before... If I had for example bought a house in that area, like a 5 bedroom house so quite expensive and I paid a lot of money to have those sorts of neighbors who get the same thing for free, I would be really pissed off because they do not appreciate what they give them...³¹¹

(...)

I think that's the problem with mix... I think if you're going to mix like that it has to be a higher degree of vetting, of people coming into the police... So the way the council works is basically whoever is next on the list... but that person happens to be a known burglar or criminal or antisocial behavior-type person... They shouldn't really be put there, they should be reported for their bad behavior: if they gonna behave badly then ok, you gonna live with bad people... they should be evicted... I can see the principle of mix tenure is good... but it needs more control...³¹² *M. Rooney*

Enfin, pour Sarah qui a vécu toute sa jeunesse dans un quartier populaire de banlieue à Strasbourg, le fait de vivre dans un quartier socialement mixte permet d'atténuer la perception

³¹⁰ « Il y a beaucoup de... Sans doute pas beaucoup mais un certain nombre en tous cas de gens pas bien qui vivent dans cet immeuble. Et parce qu'on habite juste à côté de l'entrée, on a l'habitude de voir des choses qu'on aurait pas envie de voir, ou d'avoir ce type de voisins... Par exemple, les week end, il peut y avoir plein de gens bourrés, mais genre des types de la City, qui ont plein d'argent, qui arrivent dans leur BMW avec aucune considération pour les gens autour... Mais heureusement qu'on a un bon double-vitrage. »

³¹¹ « Je pense que le principe est bon, mais pas la pratique. C'est le même genre de chose que là où je vivais avant. Si j'avais par exemple acheté un logement ici, de 5 chambres par exemple, donc assez chère, j'aurais dépensé beaucoup d'argent pour avoir cette sorte de voisins à mes côtés qui ont la même chose gratuitement. Je serais vraiment énervé parce qu'ils n'apprécient pas ce qu'on leur donne. »

³¹² « Je pense que c'est le problème avec la mixité. Si on mixe les populations ainsi, il va forcément y avoir plus de descentes de police... La manière dont le *Council* fonctionne c'est de prendre simplement la personne qui suit sur la liste... Mais si cette personne est un cambrioleur ou un criminel avéré, ou une personne peu fréquentable... Ils ne devraient pas être placés là, ils ne devraient pas être signalés pour leurs mauvais comportements : s'ils se comportent mal alors voilà, vous allez vivre avec des gens pas bien... Ils devraient être expulsés... Dans l'idée c'est un bon principe, mais avec davantage de contrôle. »

de la distance sociale et d'échapper ainsi aux stigmatés qui « collent » aux quartiers et à leurs habitants.

[Discussion autour de l'idée de mélanger logement social et logements privés]

Moi je trouve que c'est bien...

Alors pourquoi ?

Sarah : Ben moi je fais pas la différence entre les riches et les pauvres ici hein... Enfin pauvres je dis ça... c'est pas vraiment pauvres...

Naïma : Ceux qui ont plus les moyens que d'autres...

Sarah : Peut-être qu'ils habitent dans un autre endroit je sais pas... ils sont très bien mélangés en tout cas...

LM: En France aussi ils essaient de faire ça aussi...

Sarah : Ah bon ? Ah c'est bien ça...

LM: Pour éviter d'avoir des quartiers avec que des logements sociaux par exemple...

Naïma : Ouais, c'est mieux ça... même pour la France... oui...

Sarah : Parce que ça fait trop de différences, et trop de... « différends » ! (*rires*) Ouais parce que quand tu vas quelque part, tu dis : « ouais ici c'est un quartier de riches », ça j'aime pas, j'aime pas ce genre de langage... Bon ici parfois je le dis et tout mais ça le fait pas quoi... Comme des gens qui ont moins les moyens, qui vivent dans des logements sociaux qui disent « ouais ici c'est un quartier de riches... » ou bien y'en a qui agressent des gens qui ont plus les moyens que d'autres, par exemple à Paris ils font ça, je trouve ça bête... Mais ici les gens ils font pas trop de différences...

Ces attitudes de valorisation du brassage social (Sarah, M. Jacquemont) font écho aux analyses que Florence Bouillon (2007) consacre, dans sa thèse de doctorat, au rapport que des squatteurs entretiennent à l'égard des centralités urbaines. Evoquant la « *ville pour soi* », elle relie l'expérience de la ville dense à un imaginaire des possibles fondé à la fois sur l'anonymat et la diversité des profils sociaux :

« Le sentiment fragile et subjectif d'appartenir, même subrepticement, à une collectivité plus large que celle circonscrite aux pairs et à ceux qui leurs ressemblent ; ce n'est pas tant la ville du citadin blasé, calculateur et réservé, que celle, toujours simmelienne, qui fait que l'on peut comprendre l'altérité et s'y adapter, qui produit « l'intensification de la stimulation nerveuse » et rend le citadin « libre » d'exprimer sa singularité et de constater celle des autres comme de jouer à être « quelqu'un d'autre » ; c'est surtout la ville rêvée, celle de l'imprévu, du surgissement, de l'excitation liée à la foule, du mélange, des couleurs, de l'impulsion. » (Bouillon, 2007, p. 188-189)

Pour Sarah, il s'agit en somme de ne pas être en mesure de faire la différence entre quartiers riches et quartiers pauvres, de pouvoir se fondre dans la masse des habitants d'une ville ou d'un quartier, qu'il ne soit plus possible de distinguer des profils de classe, d'être « repérée » et affublée d'une identité qu'elle ne souhaite pas endosser ; de la même façon qu'elle ne

souhaite pas être distinguée d'habitants plus riches auxquels elle cherche d'une certaine manière à s'identifier, comme nous le verrons par la suite.

3.2. « *Au-dessus de nous* » : Un accès sélectif aux ressources urbaines

Bien que les habitants du social adhèrent, semble-t-il sans réserves, aux politiques de mixité sociale qui sont mises en œuvre dans ces quartiers, l'analyse de l'usage des quartiers met à jour une tension, si ce n'est une contradiction, entre attitude et expérience vécue. Au-delà des retombées positives escomptées, la cohabitation sociale donne lieu à des relations de sociabilité parfois difficiles, qui ne cadrent pas avec leurs propres repères de sociabilité quand il ne s'agit pas tout simplement de la manifestation d'une certaine hostilité à leur égard :

Je promenais, je connais pas quelqu'un... je marche, je dis bonjour de temps en temps... quelqu'un jamais dit bonjour... après j'ai rien dit, j'ai fermé le bouche, j'ai dit peut-être il est méchant...

LM: Les gens ne disent pas beaucoup bonjour ?

Ouais ouais... il y en a beaucoup jeunes comme chez toi là, il est passé là-bas j'ai dit bonjour, personne jamais dit bonjour après j'ai dit bon... pas voulait discute, prochaine fois pas j'ai jamais dit tu comprends, parce que je suis là, parle pas beaucoup français, accent c'est pas bon... après j'arrive pas activité... c'est comme ça je sais... *M. Kahraman*

Juste ma tante elle a remarqué comme quoi les gardiens... comme elle, elle est du public, quand elle leur dit un truc de la maison, ils prennent tout leur temps pour le faire donc même déposer les clefs chez le gardien elle veut pas le faire parce que elle dit... même quand la fenêtre elle allait tomber, elle a appelé le gardien pour lui dire « venez nous aider », parce qu'ils sont à trois en bas la journée la plupart du temps, « venez nous aider la fenêtre elle va tomber, ça va tomber sur quelqu'un et tout, parce qu'elle était vraiment en train de tomber, y'avait trop de vent, on arrivait pas à la fermer... les gardiens, ils ont rien fait... Ma tante elle a appelé MOAT, c'est MOAT qui a envoyé quelqu'un pour réparer la fenêtre donc en fait j'ai l'impression que les gardiens ils font la différence entre le privé et le public... donc voilà, ma tante elle aime pas trop demander ça, des services aux gardiens, des trucs comme ça... Elle dit comme quoi quand c'est du privé, ils font vite pour donner des services, pour aider mais quand c'est du public, ils font pas attention, ils s'en foutent on dirait... *Sarah*

Si les manifestations d'une stigmatisation à l'égard des habitants du social ne sont pas nécessairement directes, elles peuvent toutefois être ressenties dans les rapports quotidiens comme une forme de froideur ou de mauvaise volonté des gens qu'ils côtoient dans ces quartiers. Une perception d'autant plus associée à leur origine sociale que ces attitudes émanent de personnes situées en dehors du « groupe social » auquel ils s'identifient.

Mais sans doute davantage que l'attitude des habitants du quartier, un sentiment de déracinement, de ne pas être « à sa place », s'instille également à partir de la confrontation à l'espace urbain. Comme l'écrit avec justesse Launay (2012, *op. cit.*) : « *conscients d'être des intrus dans ces quartiers, les locataires « embourgeoisés » acceptent les contraintes et la violence symbolique d'un paysage urbain entièrement sculpté par les valeurs des classes supérieures* ». Ainsi, l'étude de la dynamique des usages révèle la sélectivité sociale des espaces urbains qui se donne à voir de multiples façons et avec laquelle ces habitants ont à composer quotidiennement. Une sélection par l'argent tout d'abord, car nombre de commerces, restaurants et services apparaissent tout simplement hors de portée à ces familles d'habitants :

Mme Kilimci : En fait c'est quel magasin qu'ils vont ouvrir... ?

LM : Alors je sais qu'il va y avoir un Monoprix, il va y avoir une salle d'escalade puis un centre de balnéothérapie, et sans doute des magasins un peu comme à la Part-Dieu, des magasins de vêtements, ce genre de choses...

Mme Kilimci : Monoprix ah oui... ? Y'a pas Carrefour ?

LM : Carrefour je crois pas non... vous auriez préféré Carrefour ? Pourquoi Carrefour ?

Mme Kilimci : Non, ou Auchan ou un autre magasin... mais parce que ça fait un peu loin Part-Dieu quand même pour faire les courses, il y a Lidl mais des fois il y a des choses qu'on achète au Carrefour aussi...

LM : Et Monoprix c'est différent ?

Mme Kilimci : Monoprix ça doit être cher... c'est cher... C'est pas dans notre moyen quoi, c'est pour ça que ça aurait été mieux Carrefour...

M. Kilimci : C'est plus cher ça...

LM : D'accord, parce que pour le moment, vous allez plutôt faire vos courses au Lidl ou bien à la Part-Dieu du coup ?

Mme Kilimci : La Part-Dieu c'est plus près oui...

M. Kilimci : Même Saint Priest aussi on va aller parce qu'il y a le tram vers Auchan, même on va aller aussi de temps en temps...

Mme Kilimci : à Auchan aussi de temps en temps, c'est pas souvent mais le plus qu'on va c'est Part Dieu... C'est pas grand-grand mais...

LM : Il est pas assez grand le Carrefour de la Part-Dieu ?

Mme Kilimci : Non pas tellement, les autres, ils sont plus grands... par exemple les habits, y'en a pas beaucoup et dans les autres, y'en a... J'ai cru qu'il y aurait Carrefour mais non...

LM : D'accord, donc pour le moment c'est encore un peu limité au niveau des commerces ici ?

Mme Kilimci : Oui... mais il y a des Casinos tout ça mais... c'est... c'est pas pour nous en fait.

M. Kilimci : C'est pas pareil...

Mme Kilimci : C'est pas pareil, c'est un peu plus cher... si on paye le loyer ici c'est plus cher, après les commerces c'est plus cher et... on n'a pas, on n'a pas... un revenu...

Habités à se repérer dans l'univers des prix et des marques, ces habitants maîtrisent parfaitement le répertoire des enseignes adaptées à leurs capacités financières. Le Carrefour

de St Priest, plus grand que celui de la Part-Dieu, propose ainsi toute une gamme de vêtements à bon marché que l'on ne retrouve pas dans la même enseigne en centre-ville, d'une surface moindre. Les Monoprix, appartenant au groupe Casino, tendent à commercialiser des marques de gammes supérieures, ou des produits identiques à ceux des enseignes Carrefour et Auchan, mais à des prix plus élevés. Pour la famille Kilimci, l'attribution d'un logement dans le quartier de la Confluence, où le loyer est plus cher que là où elle vivait auparavant, constitue déjà en soi un effort financier important. L'offre commerciale locale, loin de compenser ces écarts, les confronte à ses limites en lui rappelant sans cesse sa condition sociale modeste.

LM: Quelles sont vos activités dans le quartier en dehors de la promenade ?

Mme Kilimci : Non... promenade mais... C'est pareil, c'est comme c'est un nouveau quartier, ils disent que comme c'est des riches ils achètent et tout, et tout ça... obligé les restaurants c'est... c'est cher... Nous on peut pas aller, c'est au-dessus de nous quoi... même c'est pour ça j'ai dit peut-être Carrefour si y'en avait, c'est un peu mieux, ça aurait été mieux...

LM: Vous trouvez que c'est une bonne chose qu'il y ait ce type de restaurants ?

M. Kilimci : Oui c'est bien...

Mme Kilimci : C'est joli... C'est pour les riches !

LM: Mais ça vous plaît quand même !

Mme Kilimci : Oui c'est joli oui, ça fait belle vue, ça fait joli...

LM: Vous n'auriez pas préféré que ce soit un peu plus diversifié, différents niveaux de prix ?

M. Kilimci : Tout le monde pas il peut aller, il faut que ça soit « balance » : un peu de là, un peu de ça, un peu de on peut payer, y'en a qui peuvent payer ça, y'en a qui peuvent payer ça...

LM: Mais du coup c'est pas très équilibré là, si ?

Mme Kilimci : Pas trop, je trouve pas... Les enfants qui voient des glaces... ils vont faire un truc glaces, je pense ça va être cher... Un pain au chocolat je sais pas combien d'euros, on peut pas leur permettre hein...

Le coût de la vitesse

Au Millennium Village, la question de la mobilité se pose, dans le contexte londonien, avec une acuité particulière. Selon les niveaux sociaux, elle trahit de fortes inégalités et limite l'accès aux ressources urbaines. Nous avons dans un premier temps perçu ce quartier comme étant particulièrement bien connecté à la ville-centre en raison des nombreuses possibilités de transport (voiture, métro, bus, navettes fluviales) qui s'offraient aux habitants, avec des temps de trajet très raisonnables malgré son relatif éloignement en termes de distance. C'était sans compter sur le différentiel des prix et le coût de la vitesse. Francis Beaucire (2006) considère

la vitesse comme un bien intermédiaire dont le rôle-clé est la maximisation de l'accès aux ressources urbaines : « *ces ressources, ce sont d'autres habitants, des postes de travail, des commerces, des services, des équipements, des sites* ». Ne pas avoir accès à la vitesse constitue un facteur d'exclusion sociale que seule peu compenser la densité, c'est-à-dire la concentration locale de ces ressources³¹³, ce qui n'est pas le cas à Greenwich. Il envisage la vitesse en termes de dynamique territoriale : « *elle a libéré des aspirations et des potentialités de leurs contraintes matérielles, elle a permis à la société citadine, ménages et entreprises, de saisir les opportunités territoriales offertes par la vitesse* ». Son absence renvoie à un dysfonctionnement au même titre que ne pas avoir accès à la santé, à l'éducation, à la sécurité, à la salubrité et au travail lui-même. Enfin, la vitesse permet la réalisation d'autres aspirations sociales comme « *l'atténuation de la promiscuité (« prendre ses distances », « se mettre à distance »), la diversification des milieux de vie, la propriété, aspirations elles-mêmes reliées au niveau de vie et au système de valeurs* ».

Or les différents modes de transport développés à Greenwich dans une optique de diversification des « modes doux » ne reposent ni sur les mêmes niveaux de prix, ni sur le même type de prestations en termes de zones de desserte et de vitesse de déplacement. Ainsi, le *tube* (métro) est particulièrement efficace pour rallier rapidement la ville-centre, en marquant exclusivement des points d'arrêt dans les lieux qui comptent : les lieux emblématiques de la ville soit pour leur caractère historique et touristique (Westminster, London Bridge), économique (Canary Warf, quartier de la City) ou logistique (Waterloo Central Station). La gare de Waterloo, l'une des principales plateformes multimodales de transport à Londres et par laquelle transite une part importante des flux de voyageurs, est accessible en un temps estimé à 11-12 minutes³¹⁴ en métro depuis la station de North Greenwich qui dessert le Millennium Village, pour une distance d'environ treize kilomètres. Les habitants aisés ainsi que tout visiteur ne se posant pas la question du coût du transport l'empruntent quotidiennement : c'est la solution de transport qui s'impose d'évidence lorsque l'on consulte n'importe quel plan de transport. Le site Internet de *Transport for London* en fait un choix par défaut dans la recherche d'itinéraires, reléguant le choix du bus au rang des alternatives avec le vélo et la marche à pied. Pour cause : le même trajet en bus dure 1h19 et

³¹³ Voir également sur ce thème l'ouvrage coordonné par Jean-Pierre Orfeuil (2004), *Transports, pauvretés, exclusions. Pouvoir bouger pour s'en sortir*, ainsi que celui d'Eric Lebreton (2005), *Bouger pour s'en sortir. Mobilité quotidienne et intégration sociale*.

³¹⁴ Site *Transport for London* : <http://www.tfl.gov.uk/plan-a-journey/>

ne compte pas moins de trente arrêts, contre six sur la *Jubilee Line* (ligne de métro). Reliant les « lieux qui comptent », il dessert méticuleusement les territoires populaires intermédiaires.

Sarah : Moi j'aime bien ici parce que c'est calme mais j'aurais préféré habiter au centre de Londres vu que c'est au centre de Londres, là où y'a les touristes, y'a tout et ça bouge... voilà...

LM: En même temps c'est pas très loin avec la Jubilee Line [le métro]

Naïma : Le métro, mais le plus économique ici c'est de se déplacer en bus...

Sarah : Ici il faut économiser l'argent alors je conseille à toutes les personnes en France qui veulent s'installer à Londres...

LM : Parce que vous n'avez pas de cartes de transport ? Vous payez les tickets à l'unité ?

Sarah : Normalement bus + métro ça vous fait 31 livres hein... En France ça vous fait 40-45 euros, juste pour une semaine de transport ! Une semaine ici ça fait un mois en France ! Franchement moi en France vu que j'allais à l'école et tout ça, je payais 2,30 euros pour le mois, alors écoutez le changement quand je viens ici... et que juste pour le bus je dois payer 80 livres, ça me fait 72 livres, ça me fait mal au cœur... Juste pour le bus, hein ! Même pas pour le *tube*...

LM : Du coup vous allez dans le centre de Londres en bus ?

Sarah : Ouais je prends le bus mais c'est long... très long, ici c'est hyper grand, c'est une heure, deux heures... Parce qu'en fait quand on n'a pas l'abonnement, on a juste l'Oyster Card, quand on prend le bus on paye 1,30 livres, et quand on prend le train, c'est 2 livres... Et quand tu prends le bus en France, tu peux faire les correspondances, ici tu peux pas... donc ça fait mal au cœur...

La mobilité apparaît ainsi dans ce quartier excentré comme un facteur important de différenciation sociale, d'autant plus que, comme le note Sylvie Fol dans *La mobilité des pauvres* (2009) « les nouvelles méthodes de gestion des ressources humaines imposent la mobilité, la capacité à s'adapter et à subir des éclatements d'horaires, séparant de moins en moins le temps de travail de celui réservé à l'épanouissement personnel ». En ce sens, les inégalités liées à la mobilité apparaissent comme une composante majeure de l'expérience de la pauvreté en impliquant un coût non seulement financier, mais aussi social et professionnel qui limite l'accès aux ressources urbaines inégalement distribuées sur le territoire urbain. Alors que le « village » représente, pour les classes supérieures, un havre de paix en retrait d'un monde hyper-connecté dont ils font partie et auquel ils ont facilement accès, la question des transports en fait, pour certains habitants du social, un lieu isolé et éloigné : « c'est un quartier très calme, un peu trop d'ailleurs... » (Sarah).

Ce type d'expérience habitante contraste particulièrement avec celle, décrite comme enchantée, des classes supérieures. Ces dernières possèdent les moyens du choix entre vitesse (métro) et hédonisme (navettes fluviales, *cable-car*, vélo, marche à pied), puisant à volonté dans ces différents registres en fonction de leurs besoins et de leurs envies. Ces

services, censés être accessibles au plus grand nombre, occultent de profondes inégalités d'accès (Jemelin et al., 2005) qui viennent renforcer et conforter des mécanismes de différenciation sociale et spatiale déjà à l'œuvre (Reigner et al., 2013). On ne retrouve pas de semblables logiques à Confluence dans la mesure où le quartier est situé dans la ville-dense, réellement proche du centre-ville, y compris à pied ou à vélo. Par ailleurs, l'homogénéisation de la tarification entre les différents modes de transport (bus, tramway, métro, y compris Vélo'v) avec des tarifs sociaux préférentiels en fonction des situations sociales amortit considérablement les inégalités face à la mobilité.

Le cumul des effets de domination

Mais la dimension financière n'explique pas à elle seule les effets de sélectivité sociale de l'espace. Celui-ci comporte également un caractère auto-ségrégatif qui se donne à comprendre dans les formes de violence symbolique qui s'imposent à ces habitants. Dans *Voyages en grande bourgeoisie*, Pinçon et Pinçon-Charlot (2006) reviennent de manière réflexive sur leurs pratiques d'enquête dans le milieu de la grande bourgeoisie, afin de tenter de cerner le sentiment de malaise né du franchissement des frontières sociales. Selon les auteurs, la première occurrence de ce malaise se manifeste dans le rapport à l'espace. La confrontation à des espaces qu'ils décrivent comme inhabituels selon la norme commune, « lourds de sens social », génère des effets de domination d'autant plus lourdement ressentis que la distance sociale est grande :

Avant même de vivre la situation de face-à-face caractéristique de l'entretien, le sociologue doit affronter le quartier où réside la personne avec laquelle il a rendez-vous en une marche d'approche qui commence à le persuader des difficultés qu'il y a à pénétrer l'intimité de familles aussi haut placées. L'ambiance des rues et l'aspect des immeubles sont déjà une remise à sa place de celui qui ne saurait et ne pourrait résider dans un tel environnement. (2006, p.45)

Dans l'habitat exceptionnel de ces grandes familles, ce n'est pas tant la valeur marchande qui crée des effets de domination, que son association à la valeur symbolique des objets et des agencements.

« L'espace est un lieu où le pouvoir s'affirme et s'exerce, et sans doute sous la forme la plus subtile, celle de la violence symbolique comme violence inaperçue: les espaces architecturaux, dont les injonctions muettes s'adressent directement au corps, obtenant de lui, tout aussi sûrement que l'étiquette des sociétés de cour, la révérence, le respect qui naît de l'éloignement ou, mieux, de l'être-loin, à distance respectueuse, sont sans doute les composantes les plus

importantes, en raison même de leur invisibilité (...) de la symbolique du pouvoir et des effets tout à fait réels du pouvoir symbolique » (Bourdieu, 1993, p.250)

À Greenwich et à Confluence, le design des restaurants et des cafés, la population qui les fréquente, génèrent de tels effets. On se souvient du mélange de gêne et d'allégresse ressenti par Sarah et Naïma lors de l'entretien réalisé dans le salon de thé du Millennium Village, seul endroit public où se mettre à l'abri en un jour venté et pluvieux. Au sujet des restaurants de Confluence, M. Jacquemont exprime de la même façon ce que l'on peut comprendre comme la manifestation d'une distance à la fois financière et symbolique qui oriente ses propres choix vers d'autres établissements :

On sort plus beaucoup alors on se fait deux, trois petits restos mais c'est vrai que le genre de restos ici... Par exemple celui qui est ouvert en bas, le Purple, c'est pas un restaurant qui est très attirant. C'est un peu « hype » pour nous. Enfin pour nous... On y mange sûrement bien mais voilà, moi ça me... Voilà, ça me transcende pas quoi, je préfère un petit truc plus sympa.

LM: Après il y a aussi Le Bec, le Do Mo...

Oui alors Le Bec ça va pas être pour nous... On va attendre encore un peu ! *M. Jacquemont*

Le sentiment de n'être « pas à sa place » trahit le franchissement de frontières sociales dont l'inconfort peut être évité, comme le fait M. Kahraman (Confluence), en reportant ses activités vers d'autres lieux. Plutôt que de se rendre au café le plus proche, il choisit un bar PMU du quartier voisin :

Un ami à moi temps en temps il vient, on sort ou quelqu'un discuter avec toi, un peu discute, un peu assis, demander quelque chose pour restaurant...

LM: Où est-ce que vous allez ? Ici dans le quartier, juste en bas ?

Non j'ai jamais parti ici... parce que je connais pas quelqu'un, tu comprends, discute avec moi... j'ai jamais parti, j'ai parti par là-bas... PMU... oui je pars là-bas, je jamais joué, j'aime pas jouer, jusque je pars là-bas, boire quelque chose assis... *M. Kahraman*

Le marquage social de l'espace, beaucoup plus prononcé à Confluence qu'à Greenwich, ne produit pas des formes de sélection sociale uniquement par l'argent ou le niveau de violence symbolique. Il détermine des pratiques, des goûts et des modes de consommations dans lesquels tous les habitants ne se retrouvent pas.

Lyon 3^{ème} je pars là-bas, mon copain il est là-bas : café turc... Je pars là-bas, moitié ici, moitié là-bas, c'est comme ça... parler turc...

LM: Ah oui, parce qu'ici, il n'y a pas de café turc ?

Il y en a deux trois restaurants turcs là-bas, jusque turc kebab, il y en a pas après d'autres choses, les magasins turcs... café turcs...

LM: Il y en a plus dans le 3^{ème} en fait...

Oui, nous obligé part là-bas... magasins, spécialités là... « Semazen » : déjà parti manger là-bas ? Tu mangé « Pide » ? Pizza turque ? Il est bien là-bas, le midi part manger avec mon fils là-bas... *M. Kahraman*

M. Kilimci : Non mais même marché... ça change... tout le quartier... Par exemple ici c'est cher, l'autre quartier le marché c'est pas cher...

LM: L'autre quartier, où ça ? Place Carnot ?

M. Kilimci : Carnot aussi c'est cher... Par exemple Place Guichard, une fois ou deux j'allais, mais ça fait longtemps que je suis pas allé là-bas, et ils sont dit tout le temps c'est moins cher là-bas...

Ces deux habitants citent ainsi spontanément des lieux situés dans le 3^{ème} arrondissement de Lyon dans le quartier populaire de la Guillotière où ils savent pouvoir trouver des spécialités de leur pays d'origine, la Turquie, ainsi que des compatriotes, et un marché aux prix plus abordables que dans le centre-ville bourgeois. Nombre d'entre eux conservent ainsi certaines activités dans des quartiers où ils avaient auparavant leurs habitudes, ce qui n'est pas en soi une spécificité de ce groupe d'habitants, à la différence que ces derniers le font dans un contexte de restriction de choix, là où les classes supérieures voient au contraire l'éventail de leurs possibilités s'élargir.

Quels que soient le marquage social des espaces, il n'en demeure pas moins un rapport ambivalent à la distance sociale, qui ne fonctionne pas uniquement sur le registre de l'exclusion. Le prestige, le côté emblématique de certains lieux, l'imaginaire qui s'en dégage, les activités qui y sont associées sont tout autant facteurs de sélection et d'exclusion qu'objets de désirs, d'aspiration ou de rêverie. C'est ce qu'indique Florence Bouillon quand elle évoque l'attachement aux territoires centraux marseillais :

« Parce que ce territoire, précisément, n'appartient à personne et qu'ils y côtoient l'autre. Vivre dans l'hypercentre procure le sentiment d'appartenir à la ville ; on y est certes victime de stigmatisation, mais en contrepois, on participe aussi, comme par imprégnation, ou plutôt par « débordement », du prestige de certains espaces, de la fierté des Marseillais vis-à-vis de leur port, des passages et brassages des espaces commerçants, en bref, de ce qui fait que ces quartiers continuent à faire collectivement centralité. » (Bouillon, 2007, *op. cit.*, p.187)

C'est également ce que reflète l'extrait suivant dans lequel Sarah et Naïma témoignent de leur attirance pour le quartier d'affaires voisin des Docklands – qui n'a pourtant rien d'un quartier touristique – où elles aiment flâner et dans lequel elles goûtent et s'imprègnent de l'ambiance si particulière qui s'en dégage, même si elles n'en maîtrisent nullement les codes en vigueur :

Sarah : À Canary Warf [*station de métro*], c'est les Docklands comme vous dites, y'a marqué le montant de... des actions... comment on dit ça ? J'ai toujours voulu apprendre ça...

J'aimerais bien comprendre, j'ai fait de la compta mais j'ai jamais compris ça et quand je me promène là-bas, je vois le montant de la bourse, ce genre de truc, beaucoup de gens dehors qui discutent, bien habillés...

LM: Vous êtes allées voir du coup ? Pour visiter ?

Sarah : Oui...

Naïma : Oui ! Mais on se sentait un peu intrusées avec... nos vêtements...

Sarah : Oui parce que là-bas, ils sont bien habillés : talons, costards, cravates... Ils se posent dehors avec leur café, leur pot, ils parlent... Ils parlent beaucoup d'ailleurs... mais je trouve, j'aime bien...

Naïma : C'est ce que j'aime bien en fait à Londres : le côté « Affaires » ! (*rires*) Ouais ! On aime bien se promener dans ce genre de quartier, c'est bizarre ! (*rires*)



Canary Wharf, Docklands – Londres, Octobre 2012. Photos L. Morand

Les différents éléments développés au sein de cette section montrent qu'il semble difficile – sur nos propres terrains – de distinguer comme le fait Lydie Launay (2012 ; 2014, *op. cit.*) deux idéaux-types d'habitants, selon qu'ils soient « embourgeoisés » ou au contraire « décalés ». Cherchant à saisir les modes d'installation symboliques et matérielle dans le quartier et les modes d'habiter qui y sont associés, elle définit le profil des décalés comme des locataires pour lesquels « l'expérience de la stigmatisation vient renforcer la souffrance de la position dominée dans l'espace social » (2014), au point de souhaiter déménager. Nous n'avons pas rencontré de semblables profils, même si on peut supposer qu'ils existent. Mais ce que nous voudrions plutôt souligner, c'est qu'il existe, chez les *mêmes* locataires, une tension et une continuité entre ces deux polarités qu'elle décrit, réunissant dans le même temps valorisation sociale et expérience de la stigmatisation.

4. Des modes de socialisation clivants

Nous aborderons maintenant la manière dont se déploient les relations sociales au sein de l'espace résidentiel. Nous avons vu sur quels éléments tendaient à s'opposer les groupes sociaux. Nous insisterons ici plus particulièrement sur la recomposition de modes de socialisation autant différenciés que différenciants. Une ambition prégnante dans le monde de l'urbanisme consiste à chercher à créer les conditions de la rencontre, que ce soit par la forme du bâti ou l'animation de la vie sociale locale. Le renforcement des liens entre les habitants doit permettre de produire une ambiance conviviale et intense dans laquelle on apprécie de se croiser et de se retrouver. Dans l'histoire urbaine ou à l'heure actuelle, de nombreux projets urbains mettent en avant ces objectifs³¹⁵. À Confluence et à Greenwich, cette ambition se retrouve dans la création d'espaces publics dits « partagés », destinés à accueillir des activités variées et des événements festifs ponctuels ou plus pérennes, comme en témoigne l'organisation d'un jardin partagé à Confluence. Du point de vue des habitants, il existe un balancement constant entre désir d'intimité et celui de vivre dans un environnement riche de la qualité des relations sociales qui s'y déploient.

Et puis encore une fois ce phénomène d'ascenseur (...) On se croise très peu, la façon dont c'est fait... Moi j'ai une voiture et une moto qui sont garés au sous-sol, j'accède au sous-sol depuis l'ascenseur... Il y a que quand je pars à pied faire trois courses que je prends d'autres voies mais sinon l'ascenseur est réglé de telle façon qu'il priorise les voyages seuls (...) Et puis vraiment, l'ascenseur est programmé pour éviter que les gens... si quelqu'un vient de l'appeler au 5^{ème} et je l'appelle au 6^{ème}, il va d'abord descendre avant de remonter au 6^{ème} donc de ce fait, on croise jamais grand monde... *M. Houël*

Il y a un vis-à-vis qui est énorme [*entre les balcons et les terrasses des voisins du dessous*]... mais... après je crois que les gens aiment bien être chez eux... C'est un avis très personnel mais les archis sont des très beaux penseurs qui se disent qu'on va mixer des gens, qu'ils vont communiquer, mais les gens aiment être chez eux (...) Que les gens acceptent de communiquer, mais comme ça de balcon à balcon, ça se fera jamais... Il faut que chacun ait son chez-soi avec la possibilité de communiquer, en créant des temps de communication, des lieux... Mais comme ça spontanément, non : c'est la ville... *Corentin*

Le dernier mot de Corentin souligne le rôle central de l'anonymat urbain dont Colette Pétonnet (1994) a soutenu l'importance dans les rapports de sociabilité. L'anonymat représente, pour elle, un élément fondateur des villes qui permet de trouver un équilibre entre

³¹⁵ Voir par exemple « Une raisonnable utopie ou l'expérience de Grenoble », le documentaire réalisé par Claude Massot (1973) sur le quartier de la Villeneuve, montrant l'étendue des dispositifs créés à cet effet.

sécurité et liberté. Elle l'oppose à l'interconnaissance des modèles ruraux que l'on s'efforce à tort de projeter sur les rapports entre les citoyens. Elle écrit :

« La ville est une « agglomération ». L'anonymat y est aussi nécessaire que la circulation à la coprésence de milliers et de millions d'habitants qui, autrement, ne se supporteraient pas. Il faut cesser de l'envisager comme un vide, un manque ou un négatif, cesser de nous plaindre de la superficialité des liens, du peu d'épaisseur des rapports sociaux. » (Pétonnet, 1994, p.18)

Analysant la fonction de ressource de l'anonymat, elle poursuit :

« Pour ma part je le considère comme protecteur de chacun vis-à-vis des autres. C'est pourquoi je l'ai appelé la pellicule protectrice. Je l'ai analysé comme un confort, le confort de l'incognito qui évite les comptes à rendre, et donne au citoyen, depuis fort longtemps sans doute, toute liberté de mouvement. » (*Ibid.*, p.18)

Ainsi, l'une des dimensions importantes sinon essentielles des relations sociales de ces quartiers repose, comme ailleurs, sur une sociabilité « de pallier ». Les gens se situent les uns les autres, se côtoient sans nécessairement se fréquenter, échangent quelques mots d'usage et préservent des rapports cordiaux qui atteignent rarement voire jamais cette intensité qui caractérise l'interconnaissance des modèles ruraux qu'évoque Pétonnet, ou encore le « climat social » et le « sentiment de communauté » dont parle Henri Coing (1966) au sujet d'un ancien quartier populaire du 13^{ème} arrondissement de Paris avant sa rénovation dans les années 1960.

Une socio-dynamique de l'exclusion toujours latente

Pourtant, ces quartiers offrent un support inédit au développement de la sociabilité de voisinage : leur nouveauté. Le fait d'arriver ensemble, de partager une expérience qui sort de l'ordinaire urbain génère en effet une forme d'émulation collective qui constitue une source intarissable d'échanges et de discussions.

LM : So there's a good atmosphere in the neighborhood... Yeah, more than in other parts of London... And before I didn't even know who is next to me... But here it's better like that, a community... Because everybody was new people at the same time... Because sometimes, when you're moving somewhere new, some people have been there for a long time... Here everybody came new at the same time and maybe they make more effort to be like friendly...³¹⁶ *Mme Thorsen*

³¹⁶ « **LM: Donc il y a une bonne ambiance dans le quartier...** Oui, plus que dans d'autres quartiers de Londres... Avant je ne connaissais même pas mes voisins... Mais ici, c'est mieux pour ça, c'est une sorte de

Ce mode de socialisation ne procède toutefois pas aléatoirement : il suit de façon privilégiée une configuration particulière qui se donne à lire dans la constitution de réseaux de sociabilité propre aux propriétaires qui s'organisent collectivement afin de défendre leurs intérêts. La nouveauté des quartiers et des logements, outre l'excitation qu'elle suscite, représente également un sujet de préoccupation face aux malfaçons, aux problèmes de rodages des systèmes, ou tout simplement à la conformité des réalisations par rapport à ce qui avait été annoncé.

Les propriétaires on les connaît... parce qu'on va à l'AG... Au bout d'un moment on les connaît. *Mme Smith*

C'est mieux de renforcer l'alliance surtout s'il y a des problèmes dans l'immeuble, dans les appartements pour parler au promoteur par exemple... parce qu'on est en période de test encore, on a jusqu'à octobre à peu près, à la fin de cette année pour constater tous les problèmes parce que ça fait partie de la garantie... Et donc quand je parle avec mes voisins, c'est là que je découvre des choses que j'ai pas encore fait attention... Et sinon je les appelle, je les invite s'il y a des ateliers... et donc ça renforce les échanges... *M. Kalatab*

Et parce que nous sommes tous arrivé en même temps comme les nouveaux habitants il y a un esprit d'amitié... Il y a eu le problème de l'eau qui n'était pas bien fait et il a explosé... En juin c'était deux fois... Nous avons pris l'idée de lutte contre cette bêtise et nous avons fait les amis par ce moyen... J'ai frappé à la porte de chaque appartement... *Mme Brown*

Ah oui... c'est cordial et là où ils ont fait fort mais à leur dépens c'est que vu qu'il y a eu pas mal de problèmes dans les parties communes, pour la VMC ou les garages... les garages sont censés fonctionner avec un système de pompes à cause de l'eau qui remonte très vite et le début a été catastrophique (...) Et donc du coup, ils ont uni les gens autour de ça et c'est vrai que du coup... Je dirais que ma famille est un petit peu « sauvage », on n'a jamais eu de relations de voisinage, on a toujours eu des relations très cordiales avec nos voisins où qu'on soit, mais jamais plus que ça... et là c'est la 1^{ère} fois qu'on reçoit des gens chez nous, où on va chez eux... et pas forcément que de notre immeuble et du coup ouais, on connaît une dizaine de personnes... *Corentin*

Il s'ensuit ainsi un passage d'une sociabilité formelle (réunions de copropriétaires) à une sociabilité de type plus conviviale qui permet de resserrer les liens entre ces habitants propriétaires. Elle met en scène un mode d'appropriation collective de l'espace résidentiel et une mobilisation concertée pour faire valoir leurs droits mais également défendre leur vision de l'usage des lieux.

communauté... Parce qu'on est tous des nouveaux habitants... Parce que des fois, quand on arrive quelque part, il y a des gens qui sont là depuis longtemps... Ici, on est tous arrivés en même temps donc peut être qu'on fait plus d'efforts pour être sympa. »

Il y a deux messieurs au 6^{ème} étage que j'ai connus très tôt parce qu'on a connu... On venait les uns chez les autres pour voir si l'un avait la télé, le téléphone etc. Donc là j'ai gardé... Vous voyez, là j'ai un petit mot dans ma boîte aux lettres pour un barbecue chez eux... Formidable !
Mme Moulin

On a fait 2, 3 grosses réunions une fois chez l'un une fois chez l'autre et du coup on commence à connaître les gens comme ça et puis bon après on se voit... Par exemple, il y avait une soirée il y a quelques jours, on était 6 ou 7 et puis sur les 3h que ça a duré, on a parlé une heure des problèmes et puis le reste... ben voilà... non c'est vraiment très convivial.
Corentin

En outre, ces motifs d'échange se conjuguent avec la proximité sociale qui les caractérise. À Greenwich, Mme Anderson a ainsi développé d'intenses relations de voisinage, même si ce n'est pas là un cas généralisé. Ses voisins sont en effet proches d'un point de vue générationnel, partagent une même ouverture sur l'international (origines cosmopolites, mobilité professionnelle transnationale), de même qu'un certain nombre d'activités communes.

LM: You seem happy to live here, do you think to stay here for a long time or it's something temporary? Yes, for the future, for a very long time... Because we've seen a lot of developments... we have very good relationships with our neighbors... On this level there're four flats, but three of the flats we're very close, we go to each other and ask for dinner, we go for coffee, little week-ends away so... yes, it's good life!³¹⁷ *Mme Anderson*

En contrepartie, cette sociabilité privilégiée qui s'établit entre les propriétaires tend à exclure de fait les autres catégories d'habitants qui tout d'abord ne participent pas aux assemblées générales de copropriétés, et ensuite ne sont pas non plus nécessairement invités aux réunions plus informelles et conviviales qui peuvent être organisées en parallèle. Enfin, ils restent sujets à certaines formes de suspicion en raison de leur statut de locataires.

On a fait la galette des rois, la journée des voisins... Et qui c'est qui vient à ces journées-là ? C'est les propriétaires... On voit toujours un peu les mêmes personnes, il y a toujours 20-30 personnes qu'on connaît qui s'investissent plus dans le respect et dans la vie de la copropriété quoi... Et je comprends que quand on est locataire, on ne veut pas trop s'investir ou on sait pas trop comment non plus...

(...)

Quand on n'est pas propriétaire, les gens ben... Ils font moins attention donc il y a moins de respect des habitations, de respect de la civilité, voyez ce que je veux dire, du civisme (...)
Voilà, des dégradations, ils nous mettent les canapés dans les poubelles... Et qui c'est qui va

³¹⁷ « **LM : Vous semblez heureuse de vivre ici, vous pensez rester longtemps ou ça reste quelque chose de temporaire ?** Oui, pour très longtemps j'espère... Parce qu'on a visité tellement de logements avant... On a aussi de très bonnes relations avec nos voisins. À cet étage, il y a 4 appartements et parmi eux, on est 3 appartements à être très proches : on va les uns chez les autres, on s'invite à dîner, on va boire le café, des petits week-end à droite à gauche donc... oui c'est la belle vie ! »

les emmener ? Voyez, des choses comme ça... le manque de respect des autres... Et je pense que quand on est locataire on n'a pas la même... Ils ferment les portes super fort, voyez, il n'y a pas cette forme de respect des voisins... Mme Smith

Dans un immeuble de l'îlot voisin à celui de Mme Smith, l'expérience – malheureuse – de M. Houël confirme cet état des choses, malgré une bonne volonté initiale de rencontrer ses voisins et établir des relations de voisinage.

Et moi j'étais tellement fier de ce quartier que je me suis approprié après : son programme, son ambition... son parti-pris design moderne, art moderne et tout ça... Je me le suis vraiment fortement approprié, j'avais envie de porter ça avec d'autres gens... ça a pas collé, j'ai pas insisté...

(...)

J'ai été un peu déçu quand je suis arrivé, au tout début, j'avais envie de recréer une ambiance familiale, notamment à la faveur de la fête des voisins... Parce que j'avais eu une expérience il y a quelques années absolument extraordinaire, on avait fait un truc génial et donc quand je suis arrivé là, j'ai eu envie de retrouver ce truc-là et j'ai été battu froid par l'accueil des autres...

LM : Vous n'avez pas eu un bon accueil ?

(...) Il y a eu une 1^{ère} réunion des habitants dans le hall de cet immeuble qui est l'espace dédié aux réunions collectives et donc j'y suis allé et j'ai été tout de suite battu froid parce que j'ai vu que tout le monde avait des étiquettes de couleur et puis on m'a dit « vous êtes propriétaire ou locataire ? ». Et c'était l'étoile juive des locataires contre l'étoile rouge des propriétaires... Il y avait 2 couleurs de post-it, c'était pas vraiment une réunion, c'était plus un pot, je crois que tout le monde amenait un peu quelque chose mais il y avait ces étiquettes et bien sûr il y avait une majorité de propriétaires et moi en plus j'étais un des rares à avoir... c'était des post-it, jaune, j'avais vraiment l'impression de porter une étoile jaune et je voyais des regards... Enfin j'ai pas senti de la chaleur quoi... à part ma voisine qui est propriétaire, ce couple de jeunes amis qui sont propriétaires, c'est les seuls avec qui j'ai discuté, j'ai l'impression que les autres ils me regardaient un peu comme « c'est un locataire lui... ». Enfin bref... C'était au tout début, ça m'a énormément refroidi et depuis je n'ai plus cherché à essayer de provoquer des rencontres au-delà des quelques affinités qui se sont créées.

M. Houël exprime ainsi les difficultés d'intégration concomitantes à son statut, quand bien même la distance sociale s'avère inexistante par rapport aux propriétaires. Outre l'expérience particulièrement stigmatisante de l'« étiquetage » qui lui rappelle son statut comme sa différence par rapport aux autres, cette anecdote met en avant les logiques affinitaires à l'œuvre qui jouent le double-jeu de l'inclusion et de l'exclusion. Dans *Logiques de l'exclusion*, Elias et Scotson (1997 [1965]) mettent le doigt sur des logiques similaires à l'œuvre dans une cité de banlieue d'une petite ville industrielle anglaise à la fin des années 1950 (nommée de manière fictive « Winston Parva »), qu'ils identifient comme l'avènement d'un racisme d'un type nouveau, « différentialiste », « culturel », « symbolique » qui :

« n'a nul besoin d'une différence physique objective, préalable, pour se déployer, tout simplement parce qu'il a la possibilité de la créer, de la construire. En l'occurrence, les "established" de Winston Parva procèdent à une naturalisation disqualifiante du groupe des "outsiders", à l'aide par exemple d'images les décrivant en termes de saleté et de souillure, ou en désignant leur quartier, la zone 3 de l'étude, comme un "trou à rats". » (*Ibid.*, p.16)

Le seul critère de différenciation qui fragmente cette petite communauté d'habitants de Winston Parva reposait ainsi sur la seule durée d'installation, opposant d'un côté les familles établies de longue date (*the established*), et les nouveaux arrivants (*the outsiders*).

« Entre les résidents des deux zones, il n'y avait pas la moindre différence de nationalité, d'origine ethnique, de « couleur » ou de « race » ; ils ne différaient pas non plus par leur activité, leur revenu ou leur niveau d'éducation – en un mot, par leur classe sociale. » (*Ibid.*, p.32)

Peu importe finalement le motif – variable selon les situations – de la différenciation ; Elias et Scotson montrent comment l'exclusion s'inscrit dans des rapports sociaux de pouvoir qui fonctionnent sur un mode symbolique. Elle touche à l'estime de soi, au respect, à la dignité ou à l'amour propre, et procède dans le regard porté sur l'autre ; dans les attitudes d'évitement, de mépris et de disqualification³¹⁸. La stigmatisation qui découle doit être appréhendée sur un plan collectif, et non pas au seul niveau individuel. Les auteurs parlent à ce titre d'une « socio-dynamique de la stigmatisation ». À Winston Parva, « *les membres d'un groupe dénigraient ceux de l'autre, non du fait de leurs qualités individuelles, mais à cause de leur appartenance à un groupe qu'ils jugeaient collectivement différent du leur, donc inférieur* » (*Ibid.*, p.35), de la même façon que les propriétaires de Confluence (se) distinguent d(les) locataires, générant une dissymétrie des rapports et des formes de rejet mutuel :

« Les nouveaux venus de Winston Parva, on le verra, ne percevaient pas les anciens autrement qu'eux. Ils essayaient de nouer des contacts avec certains d'entre eux, comme on le fait souvent en s'installant dans un nouveau quartier. Mais ils se faisaient rejeter. Ainsi prenaient-ils conscience que les anciens se considéraient comme un groupe fermé, "nous", et qu' "eux" n'étaient à leurs yeux qu'un groupe d'intrus qu'ils entendaient maintenir à distance. » (*Ibid.*, p.54)

Les effets répétés de la stigmatisation conduisent de cette façon à une intériorisation des rapports de domination (Bourdieu, 1988) qui transfigure la relation aux autres à travers le prisme qui leur est imposé.

³¹⁸ Cf. Avant-propos de Michel Wieviorka, p.17.

« Assez souvent, le nom même des groupes en situation d'intrus est porteur, même aux oreilles de leurs membres, de connotations d'infériorité et de disgrâce. La stigmatisation peut donc avoir un effet paralysant sur les groupes les plus démunis. » (*Ibid.*, p.40)

Ces analyses amènent à s'interroger sur l'origine de cette dissymétrie des rapports de pouvoir, et l'ascendant pris par les groupes de propriétaires sur les autres habitants. Nous avons avancé plusieurs éléments. Les groupes de « propriétaires » se trouvent tout d'abord numériquement majoritaires, là où ces situations ont été observées. Leur statut même leur confère ensuite un sentiment d'appartenance fort qui « déborde » le seul cadre du logement pour concerner son environnement proche et l'ambiance générale du quartier. Enfin, le statut de propriétaire crée des occasions de rencontres et un resserrement des relations sociales sur la base d'intérêts partagés.

Les analyses développées dans ce chapitre éclairent à nouveaux frais une thématique désormais classique de la sociologie urbaine. Loin d'annuler les distances sociales, la proximité spatiale tend à exacerber les tensions entre des groupes sociaux hétérogènes. L'idéal d'une ville juste, équitable et accessible à tous, tant prôné dans les discours des professionnels de la ville, est confronté à une recomposition des mécanismes de la distinction sociale et des phénomènes de ségrégation qui fragmentent les relations sociales. Au-delà, l'enquête révèle une socio-dynamique de l'exclusion qui s'exerce plus particulièrement à l'égard des habitants les moins dotés en capital social, économique et culturel. L'inégale distribution des rapports de pouvoir qui pénalise ces habitants repose sur au moins deux niveaux : sur une mise à l'écart des modes de socialisation dominants en raison de leur position minoritaire et de leur statut d'occupation (locataires, bénéficiaires d'un logement social) ; sur la nature sélective des ressources urbaines de proximité (sur un plan économique, culturel, symbolique...). Malgré un environnement résidentiel commun, les expériences habitantes qui se déploient sur ces territoires apparaissent alors fortement différenciées.

« Tout comme les groupes installés voient naturellement dans leur pouvoir supérieur un signe de leur valeur humaine supérieure, les groupes intrus, aussi longtemps que le différentiel de pouvoir reste grand et la soumission inéluctable, vivent émotionnellement leur infériorité de *pouvoir* comme un signe d'infériorité humaine. » (Elias et Scotson, *op. cit.*, 1997, p.42)

L'idéal égalitaire qui sous-tend les programmes de mixité sociale ne porte finalement que sur les conditions d'*accès* à un territoire, et non sur les conditions d'*existence* auxquelles sont confrontés les habitants les plus modestes dans leur quotidien, surexposés aux effets de la violence symbolique et de la sélectivité sociale. Ces programmes ne conduisent en aucun cas à une homogénéisation des rapports à la ville.

« À aucun moment les promoteurs de la "mixité sociale" ne songent à consulter les habitants dont ils prétendent faire le bonheur ; tous tiennent pour évident que les pauvres préfèrent vivre dispersés et "mélangés" avec des riches, plutôt que regroupés dans des villes ou des quartiers "populaires" »

(...)

« Être pauvre au milieu des riches n'est pas nécessairement plus agréable, plus épanouissant ni plus émancipateur que vivre pauvre au milieu d'autres pauvres. En tout cas pas pour tout le monde. » (Tevanian et Tissot, 2004)

Ces propos n'entendent pas sous-estimer les dimensions par ailleurs positives de l'expérience habitante des ménages les plus modestes, mais pointer certains impensés des politiques urbaines telles qu'elles sont menées dans ces quartiers, et leurs répercussions concrètes sur les populations. Le modèle de ville projeté à travers l'expérience de ces quartiers met en jeu, au final, une ségrégation de proximité, concentrant sur un micro-territoire des phénomènes qui se déploient à l'échelle plus large de l'agglomération.